

**QUELQUES
REFLEXIONS
EN FAVEUR
D'UNE**



Groupe pour une Suisse sans Armée
Case Postale 769
2501 Bienne
CCP 25-13294-2

TABLE DES MATIERES

- En guise d'introduction...	1
- Historique	3
- "Supprimons les reliques de l'histoire"	9
- La légende du pays qui ne se laisse pas faire	17
- Le soulagement par la personnification du Mal	23
- Sans armée, pas de Suisse?	29
- "Mon Colonel..."	35
- La femme et l'armée	36
- Conséquences négatives pour le pays	38
- En résumé	43
- Annexes	45
- Adresses utiles et publications disponibles	50

Préface à la 2^e édition

La première édition de ces «Réflexions» a paru il y a maintenant plus de trois ans. Le Groupe pour une Suisse sans Armée (GSSA) vivait une phase riche en événements de son histoire. Le lancement de l'initiative populaire «Pour une Suisse sans armée et une politique globale de paix» manifestait en ce printemps 1985 notre volonté de nous mêler effectivement de politique officielle. Grâce à l'engagement remarquable de nombreux militants et militantes, dont la plupart faisaient leurs premières armes en politique, le GSSA est parvenu, quoi qu'en aient pensé et dit les sceptiques, à déposer dans les délais plus de 110'000 signatures valables à la Chancellerie fédérale.

Beaucoup d'observateurs (et de critiques du GSSA) ont été surpris par l'ampleur de l'écho rencontré par une idée aussi «utopique». Au point que le Conseil fédéral, dans un de ces moments d'égarement typiques du pouvoir, s'est cru obligé d'édicter une interdiction de penser:

«Il est irresponsable d'IMAGINER une politique de neutralité non-armée», proclama-t-il. Par le dépôt de l'initiative, la question du droit à l'existence de l'armée ne pouvait plus être tue et traitée comme un tabou. On a même vu le sujet faire son apparition dans les colonnes de la presse, ce qui a petit à petit entraîné l'entrée dans la discussion des politiciens bourgeois. Mais il a fallu le concours involontaire du Conseil fédéral pour impulser une discussion réellement large sur la question.

La projection d'un film documentaire de Roman Brodmann sur le «Fol espoir de mener la vache sacrée à l'abattoir» sur la première chaîne de télévision allemande le 1 juin 1987 a fait sortir de leur gonds les politiciens «patriotes» et le nouveau chef du DMF, Arnold Koller. Du droit imprescriptible en démocratie de tout remettre en question, il n'était soudain plus question. Le documentaire de Brodmann fut qualifié par le conseiller national Bonny de «manoeuvre douteuse ayant frappé durement de nombreux suisses dans leur sensibilité nationale.»

L'excès même dans les prises de position a réellement mis sur orbite le débat national, qui a fait la une des journaux pendant des semaines. La question posée étant de savoir si le sujet de la «Suisse sans armée» devait rester tabou ou faire effectivement l'objet d'une discussion publique et critique.

Le problème du contenu, à savoir si la Suisse a besoin ou non d'une armée, ne fut que plus rarement abordé.

Avec la publication du message du Conseil fédéral sur l'initiative paru le 1 juin 1988, c'est maintenant à un niveau officiel que la question du sens ou du non-sens de l'armée suisse est abordée. Les officiers se mobilisent dans tout le pays et fourbissent leurs arguments. Malgré leur prétendue confiance inébranlable dans la volonté de défense du peuple suisse, c'est avec une nervosité manifeste que les militaires abordent cette phase de débat public autour de leur armée, sans laquelle, pour eux, la Suisse n'existe pas.

Les textes de cette brochure datent pour la plupart de 1984. Mais un simple coup d'oeil sur le message du Conseil fédéral suffit pour se convaincre qu'ils n'ont rien perdu de leur actualité. Certes, ils n'apportent pas réponse à toutes les questions que l'on peut se poser. Et peut-être qu'ici ou là nous aborderions aujourd'hui tel ou tel point de manière plus nuancée ou plus complète. Mais surtout, renforcés par les expériences encourageantes du lancement réussi de l'initiative et riches des prolongements apportés entre temps à notre réflexion, nous nous exprimerions aujourd'hui avec plus d'assurance.

Nous sommes cependant convaincus que les contributions de cette brochure conservent tout leur intérêt et leur validité.

Avec nos mythes historiques nationaux ébranlés par la relecture critique, c'est aujourd'hui la génération marquée par l'expérience du service actif pendant la seconde guerre mondiale qui disparaît peu à peu. Cette évolution vient accroître nos chances de voir la conception d'une Suisse démilitarisée prendre pied. Le fait que, dans son message, le Conseil fédéral ne discute pas -ne serait-ce qu'en passant- d'un tel avenir en dit plus sur son manque d'imagination et sur le poids des intérêts du lobby industriel que sur l'«irréalisme» du GSSA.

Ce message du Conseil fédéral sur l'initiative (60 pages) peut être obtenu gratuitement auprès de la Chancellerie fédérale à Berne. L'intérêt principal de ce texte réside dans l'incroyable vision de l'histoire du Conseil fédéral qui s'y manifeste.

Il me semble qu'aujourd'hui, celui qui met en question l'existence de l'armée ne se retrouve plus seulement l'objet de la commisération amusée de son interlocuteur. Il **provoque un malaise, il force à repenser ses conceptions établies, en termes de protection de la vie et de «sécurité».**

Nous pouvons affirmer sans autre que ce qui n'était il y a trois ans qu'une hypothèse de travail s'est maintenant confirmé: c'est justement là où des sujets sont à un tel point refoulés, comme dans le cas de l'armée et de l'abandon des catégories de rationalité militaire, et que la discussion en est encore à ses premiers balbutiements, qu'une initiative peut se révéler un instrument efficace pour la lancer, puis pour l'étendre et l'accélérer.

Les 113'000 signatures pour une «Suisse sans armée» sont à comprendre comme un signe de paix dressé pour l'avenir. C'est à ce titre qu'il faudra s'en souvenir, quand, au soir de la votation, on comptera les pourcentages de «oui». L'initiative du GSSA s'inscrit dans une perspective qui va au-delà de la fin du millénaire.

Zürich, juin 1988

Marc Spescha



HISTORIQUE

Premiers précurseurs et inspireurs :

Années 1920/30 : Des pacifistes et des antimilitaristes

jeunes et vieux proposent au parti socialiste
une initiative pour la suppression de l'ar-
mée. Ils sont soutenus par Léonard RAGAZ, mais ils échouent
lors de la réunion du parti socialiste.

1968-1970 : Hans SANER explicite lors d'une conférence à

Karlsruhe, le système de guerre de la plupart
des sociétés et suggère la possibilité pour les
petits états de se libérer des contraintes de celui-ci. Il
incite la Suisse à supprimer son armée. Roman BRODMANN, dans
son roman de politique-fiction "Suisse sans armes" relate les
événements du dimanche soir de l'année xyza, jour où, à la
surprise générale, le peuple suisse a accepté l'initiative
pour un désarmement total de la Suisse.

1979 : Les jeunesses socialistes de Suisse choisissent le

sujet "la politique de la paix" comme thème annuel. Elles
commencent à se demander si la Suisse a besoin d'une
armée, sans pour autant penser à une initiative.

Septembre 1980 : Deux jeunes socialistes bâlois, regardant

un film de guerre à la T.V. décident qu'il
faut maintenant cesser ces absurdités et

lancer une initiative populaire
pour la suppression de l'armée.
Le samedi soir suivant, au cours
d'un séminaire des J.S. dans le
Jura et dans le cadre d'une ré-
flexion sur le tiers-monde, les
deux jeunes proposent de discuter
de leur décision: étonnement et
rires incrédules entre demis de
rouge et cartes de jass.

ZUMSCHWEIN

nous déclare:

"Il faudrait ex-
pulser tous ces
utopistes et nous
aurions enfin la
"paix" chez nous!"



Mars 1981 : Assemblée générale des J.S. Proposition des Bâlois

d'ajouter au thème annuel prévu celui de: "La Suisse
a-t-elle besoin d'une armée?". La question de
savoir si le lancement d'une initiative visant à supprimer
l'armée est possible. La proposition est unanimement acceptée.

NON AU CULTE DE LA MORT!



Les J.S. informent l'opinion publique: c'est alors que cela commence sérieusement. Le "Blick" pose la question suivante, en lettres de cinq centimètres: "Le président des J.S. est-il devenu fou?".

Soutien de la base et distanciation de la part des professionnels de la politique et des super-tacticiens.

Pendant l'hiver 1981/82 les J.S. consacrent deux séminaires à la question d'une alternative à l'armée. Roman BRODMANN rapporte le produit de ces réflexions à Bâle, devant une audience de deux cents personnes.

Pâques 1982 : Les J.S. décident qu'une initiative pour la

suppression de l'armée est juste et pressante.

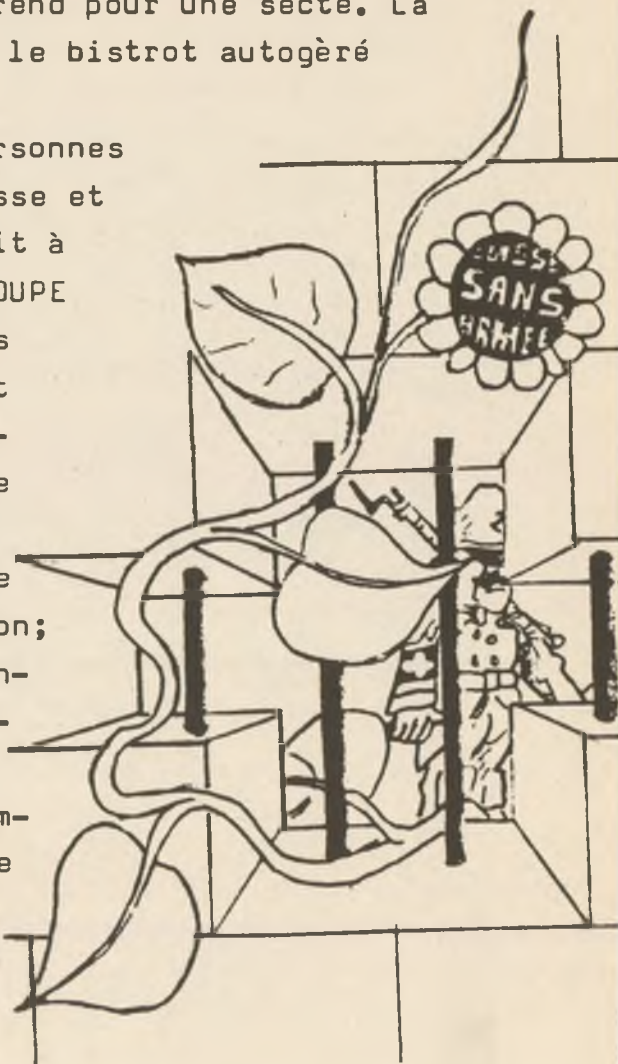
Cependant, cela ne concerne plus seulement les J.S. C'est pourquoi ils distribuent plus de vingt mille tracts visant à convaincre hommes et femmes de la nécessité de la fondation d'une organisation indépendante, destinée au lancement de l'initiative. Ce qui fut fait en juin 1982.

Automne 1982 : H. A. PESTALOZZI, qui durant l'hiver 1981/82
----- avait demandé aux J.S. comment il pouvait
soutenir au mieux l'idée de suppression de
l'armée, publie un livre intitulé "Sauvez la Suisse, supprimez l'armée". Des dix milles exemplaires de cet ouvrage, à la rédaction duquel ont participé vingt-cinq auteurs, neuf mille sont déjà vendus, ce qui est un succès pour un livre suisse.

Le patron du bistrot "Die BÄREN" à Kiental, où les J.S. comptaient tenir leur réunion de fondation afin de renouer avec les côtés positifs de l'histoire suisse, (c'est à Kiental que les socialistes suisses ont organisé en 1916 une conférence -secrète- avec les socialistes de tous les pays engagés dans la guerre, avec l'intention de faire la paix ou du moins d'y contribuer) est soumis à des pressions de la part de ses clients et voisins. Il refuse de mettre une salle à la disposition des J.S. parce qu'il les prend pour une secte. La réunion est déplacée à Soleure dans le bistrot autogéré "Kreuz".

12 septembre 1982 : Plus de cent personnes
----- de toute la Suisse et
âgées de dix-huit à
quatre-vingt-sept ans fondent le GROUPE
POUR UNE SUISSE SANS ARMÉE. Dans les
statuts, il est dit que le GSsA veut
contribuer à l'édification d'une société non-violente qui repose sur le choix de tous les hommes. Il considère la suppression de l'armée comme un pas important dans cette direction; En cette intention, il décide de lancer une ou plusieurs initiatives populaires.

La conviction commune à tous les membres de l'assemblée générale est que la Suisse n'a pas besoin d'armée, qu'une initiative peut efficacement contribuer au processus par lequel



la Suisse peut dépasser son état de neutralité armée et construire une alternative pacifique. Celui qui partage cette conviction doit et peut faire partie du GSoA.

Hiver 1982 : Des groupes régionaux se créent, le comité provisoire commence son travail. Un passionnant processus d'apprentissage débute: des gens qui ne se connaissaient pas jusqu'alors se rapprochent. Ils entrent dans une entreprise malgré les tabous et les préjugés qui l'entourent.

6 mars 1983 : De nouveau, une centaine de personnes prennent part à une assemblée générale à Soleure. L'atmosphère est déjà plus détendue. Pendant deux heures, on se retrouve dans des groupes de travail et on développe des perspectives communes à propos des points-clés de 1983, des alternatives à l'armée, du texte de l'initiative. Roman BRODMANN dépeint la suppression de l'armée comme une chance et non comme une perte pour la Suisse. Notre initiative fait partie des plus importantes du siècle, selon lui.

Ce qui est ressorti clairement à Soleure est que nous ne devons pas uniquement nous concentrer sur l'élaboration de l'initiative. Notre alternative doit devenir plus concrète et plus nette. L'initiative servira surtout à lancer le débat pour "dépasser" l'armée; cependant il faut voir plus loin encore.

Mai 1983 : L'initiative de deux psychothérapeutes bâlois fait naître un groupe de soutien à l'initiative pour la suppression de l'armée suisse. Leur premier but est la publication d'une annonce sur une page entière avec un appel spécifique en automne.

Les articles du GSoA dans la "Woz", le "Tell", le "Tages Anzeiger Magazin" provoquent la réaction et l'envoi de presque mille adresses de sympathisants au GSoA.

Simultanément, les membres du GSoA discutent l'idée de lancer une deuxième initiative parallèlement à la première. Celle-là viserait à rassurer les Suisses en leur proposant une alternative, clairement déterminée, à l'armée.

La majorité des membres pensent que chacun doit effectuer une réflexion approfondie et personnelle à propos de la "défense"

de la Suisse et qu'il est donc faux de proposer une solution déjà toute faite, que les citoyens n'auraient plus qu'à accepter ou à rejeter sans avoir réellement pu réfléchir à la question.

Mars 1984 : L'assemblée générale décide à une large majorité
----- de lancer l'initiative le 21 mars 1985; la Suisse romande et le Tessin ne connaissant alors quasiment pas l'existence du CSOA.

Septembre 1984 : Lors de l'assemblée générale suivante, le
----- texte de l'initiative est discuté mot par mot. Les débats ont fait ressortir le texte ci-

dessous :

ARTICLE 18

② La Suisse n'a pas d'armée. Interdiction est faite à la Confédération, aux cantons, aux communes, aux personnes et groupes privés de former et d'entretenir des forces de combat.

② Une politique globale de paix consolide l'autodétermination du peuple et favorise la solidarité entre les peuples.

③ L'application de cet article constitutionnel est l'affaire de la législation. »

ARTICLE 19

« Aucune autre disposition de la Constitution ne pourra être invoquée pour justifier l'existence de l'armée. »

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

① Aucune école de recrues, aucun cours de répétition ou de complément ne seront convoqués dès l'acceptation de cette modification constitutionnelle.

② L'exécution de la nouvelle disposition a lieu dans un espace de 10 ans à partir de l'acceptation de l'initiative. »

Une initiative du tout ou rien

«Notre armée est anachronique»

Une initiative populaire pour l'abolition de l'armée sera lancée le 21 mars prochain. A quoi bon s'attarder sur une idée extravagante, vouée à un inévitable et cuisant échec ? Tout simplement pour savoir à quoi pensent les kamikazes qui osent s'attaquer à un tel tabou. Le GSoA, sigle allemandique du groupe qui a rédigé le projet, est hétéroclite. Quelques militants de gauche, une brochette d'écologistes, de chrétiens et de féministes, et surtout des personnes qui s'engagent pour la première fois. Celles que nos sempiternels compromis politiques n'intéressent plus. Leurs raisons sont différentes, mais les membres visent tous le même but, qu'ils veulent atteindre par la voie constitutionnelle. Le socialiste zurichois Andreas Gross, une des chevilles ouvrières du groupe, explique pourquoi, à son avis, l'armée est devenue anachronique. Voici son raisonnement résumé en quelques points :

MARYLOU REY

Depuis 1945, la guerre ne peut plus être la continuation de la politique par d'autres moyens et l'Europe ne subira certainement plus la confrontation des deux blocs. Mais il faut tout de même savoir envisager l'improbable, pense Andreas Gross, qui imagine donc qu'une guerre est déclenchée. Les armes atomiques ont été perfectionnées, miniaturisées ; leur précision tactique est infailible ; la frontière entre arme conventionnelle et nucléaire devient insaisissable. Si un conflit éclate, il sera donc « global », tant du point de vue de l'évolution de l'humanité qu'au niveau de l'arsenal utilisé. Il n'est plus permis de croire que les deux super-Grands sauront se limiter à une guerre conventionnelle. Soit ils y renoncent, soit ils entrent dans l'engrenage de la destruction nucléaire.

La survie impossible

Cette anticipation est une sorte d'acrobatie intellectuelle impossible, poursuit le politologue zurichois. Sup-

posons que la Suisse ne soit pas impliquée dans les combats. Les experts nous donnent malgré tout de bien maigres chances de survie. Et les personnes qui s'en sortiraient seraient confrontées à un monde sinistré, à un hiver nucléaire. Autrement dit : l'armée est censée assurer la souveraineté nationale et la survie des citoyens en cas de conflit, mais l'arme nucléaire rend cet objectif inatteignable.

Le seul avenir possible exclut le conflit militaire. L'artillerie a rendu les murs des villes féodales inutiles. Les potentialités nucléaires actuelles remettent en question la notion d'Etat nation et de patriotisme armé. Mais les individus peuvent contribuer à remettre le monde à l'endroit. Matériellement et politiquement d'abord, dans leur comportement individuel ensuite.

Les dépenses militaires annuelles ont été évaluées à huit milliards de francs : une moitié consommée par le DMF et l'autre déboursée par l'économie privée (assurance perte de gain, etc.). Au lieu d'investir cette somme pour se préparer à survivre à une ère qui aurait détruit toute civilisation, on pourrait l'investir pour éviter les sources de conflit. Le GSoA prévoit d'établir un catalogue de propositions concrètes.

Des valeurs nouvelles

D'ailleurs, la survie du monde exige aussi, selon Andreas Gross, des valeurs nouvelles. Non pas celles que l'armée transmet dans le rôle qu'elle joue plus sournoisement. Selon son credo qui est ensuite intériorisé, l'homme doit être agressif, fort, obéissant, respectueux de la hiérarchie et de l'autorité. Autant de « qualités » nécessaires pour faire ensuite partie intégrante de la société. Les employeurs et souvent l'école elle-même se chargent de rappeler ces vertus aux marginaux potentiels. « Après l'école de recrue tu seras un homme » : ceux qui le disent n'emploient pas toujours, tant s'en faut, le ton de la dérision. L'armée cimente également la domination des hommes par les hommes. Or l'avenir a besoin de valeurs exactement contraires : sensibilité, solidarité, souplesse hiérarchique et autonomie, égalité des sexes.

Au-delà de l'approche militaire, le Zurichois précise le fond de sa pensée en expliquant que la liberté règne lorsque chacun peut choisir librement son style de vie. Or, aujourd'hui, la technocratie et la technologie (notamment nucléaire) exigent une centrali-

sation du pouvoir et un contrôle étatique strict. L'appareil policier mis en place à Zurich, par exemple, prouve que la moindre déviation, la plus petite marginalité, ne peuvent plus être tolérées.

Le privilège suisse

Andreas Gross rappelle que le mahatma Gandhi avait compris, en 1931 déjà, lors d'un passage à Lausanne, que la Suisse était privilégiée car elle pouvait s'engager sur la voie du désarmement et de la non-violence. Les super-Grands ne peuvent décider de désarmer, il en va de leur prestige. La RFA ou la RDA non plus, le monde entier les empêcherait. Mais si le peuple suisse veut trouver une autre manière d'assurer sa survie, personne ne va sonner les cloches de la fin du monde.

Voilà le raisonnement utopique d'un membre du GSoA. Mais le changement social ne tombe pas du ciel. Les mots et les idées qui l'anticipent peuvent apparaître farfelus, le Zurichois rappelle à cet égard l'époque des suffragettes... Ceux qui les prononcent dérangent le quotidien bien huilé des individus qui parfois ne veulent pas, parfois ne parviennent pas à imaginer une société différente de celle dans laquelle ils vivent. Par notre éducation, notre socialisation, nous vivons presque en symbiose avec l'ar-



Andreas Gross.

mée. Elle s'impose comme une évidence, une nécessité de la nature. A quoi sert-elle ? Cette question est quasiment sacrilège et fait surgir une peur panique ou l'aversion pure et simple. Mais la foi habite Andreas Gross. Il est persuadé que la remise en question de l'armée peut lentement s'approviser. « Un jour, les Suisses pourront y réfléchir, calmement, sans préjugés. »

M. Re.

Deux écueils à éviter

Autogoal et plébiscite

L'idée de cette initiative date de 1981. Ses promoteurs sont conscients qu'ils jouent avec un couteau à double tranchant. Un couteau qui pourrait même servir à un hara-kiri si les 100 000 signatures ne sont pas récoltées.

Le GSoA compte maintenant quinze groupes régionaux. Cinq ou six vont bientôt éclore. Un millier de personnes ont rejoint les 120 membres fondateurs. Un autre millier s'est déclaré sympathisant. « Depuis que l'idée est dans l'air, une certaine dynamique s'est déclenchée », explique Andreas Gross. L'aversion du premier jour aurait fait place à une sorte de scepticisme. De nombreuses personnes ont même montré leur intérêt. Pas nécessairement parce qu'elles sont opposées à l'armée, mais pour que la question soit posée au peuple. Il paraît que les Allemandiques en parlent. Ce qui n'est pas le cas des Romands qui semblent pour l'instant allergiques à ce projet qu'ils jugent extravagant, un point c'est tout. Malgré tout, les auteurs ne sont pas absolument

assurés de faire aboutir leur initiative. Un tel échec serait pire qu'un autogoal, il enterrerait le débat pour des décennies.

Retrait pas exclu

Et si l'initiative aboutit, elle devra franchir un deuxième écueil : le dérapage de la discussion vers un plébiscite pur et simple de l'armée. Le GSoA n'exclut pas, selon les circonstances, de retirer son initiative après les débats parlementaires. « Le plus important ne réside pas dans la votation elle-même, mais dans le processus qui précède », déclare le Zurichois. Son optimisme parle gros sur l'ouverture d'esprit des citoyens. D'autres pacifistes s'opposent à cette initiative car elle dresserait un mur supplémentaire sur la voie du changement. Le GSoA rétorque qu'il n'y aura jamais d'époque favorable à un tel débat, qu'il faut donc se décider à ouvrir une brèche.

M. Re.



Don Quichotte CH 1984

Le Don Quichotte des temps modernes. Un dessin de Hebeljäger.

Interview du 6. 11. 84

Supprimons les reliques de l'histoire!

1. La question de l'emploi:

Quelques précisions sur l'aspect économique du débat. Beaucoup s'inquiètent de la perte de près de 30.000 places de travail qui sont directement ou indirectement liées à l'Armée suisse. Ce chiffre comprend les 16.000 fonctionnaires du D.M.F. et officiers instructeurs et les 5000 ouvriers de l'industrie suisse d'armement et de munitions, ainsi que les nombreux fabricants de matériel militaire: du fabricant de gamelles au réparateur d'articles de cuir, en passant par le tailleur d'uniformes. N'oublions pas les ouvrières à domicile, qui exécutent des commandes du D.M.F., pour des salaires souvent misérables, et les nombreux cafés et hôtels, qui ne peuvent survivre dans les régions déshéritées que par le passage régulier de soldats et d'officiers.

Il faut souligner dans ce contexte, qu'en tant que socialiste et au nom du principe du droit au travail, je ne veux menacer l'existence de personne. Mais celui qui ne produit et ne fait travailler que pour la production et le profit sans se poser de questions quant au sens et à l'utilité sociale du produit, celui-là accepte la contradiction fondamentale du système capitaliste. Il faut par conséquent déterminer le volume de travail qui est raisonnable et nécessaire à la vie de tous les hommes, et le répartir uniformément entre toutes les personnes actives. Il ne faudrait donc licencier aucun fonctionnaire du D.M.F. dans une Suisse sans Armée, tant qu'il ne trouvera pas une autre activité. Mais le temps de travail de tous les fonctionnaires fédéraux devrait être fortement réduit -- une stratégie qu'il serait utile de généraliser aujourd'hui à tous les salariés -- et le travail administratif indispensable devrait être réparti équitablement entre tous les fonctionnaires.

Il faut aussi se rappeler les résultats de recherche de la d'étude de l'ONU et du du Travail américain, qui de manière détaillée, me somme investie dans tion civile, crée incom- plus d'emplois qu'investie industrie d'armement.



des résul-
commission
Ministère
a montré
que la mêt-
la produc-
parablement
dans l'in-

Aujourd'hui, on ne s'arme pas parce que c'est économiquement ou politiquement juste, mais bien parce que c'est dans le domaine de l'industrie de l'armement qu'on gagne le plus d'argent, et que les complexes de l'industrie de l'armement ont acquis leur indépendance à l'Est comme à l'Ouest.

2. Une telle initiative n'a aucune chance....

Certes personne ne le conteste. Seulement aujourd'hui en Suisse, on ne lance plus guère une initiative dans l'espoir de l'emporter numériquement lors d'une éventuelle votation. En effet, depuis 1949, aucune initiative populaire n'a été acceptée, bien qu'il y en ait chaque année au moins une, qui soit soumise au peuple. Mais la Suisse est un véritable désert en ce qui concerne le débat pacifiste. La fixation sur l'armée est totale, sa mystification énorme, et elle est rationnellement presque impossible à comprendre.

Dans cette situation l'instrument de l'initiative populaire est un moyen unique pour inciter les gens à remettre en question l'institution de l'armée. C'est une occasion d'amener la discussion sur la question pacifiste suisse.



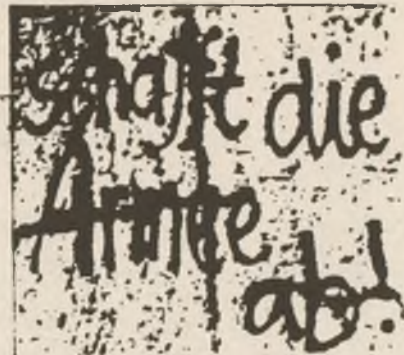
3. "On ne supprimera pas l'Armée par une initiative"

Cela est juste en soi. Pourtant nous devons nous demander d'abord comment se produisent dans cette société, la plupart des changements fondamentaux. Est-ce que les petits pas, si petits qu'on n'en reconnaît à peine la direction, suffisent? L'armée est seulement la partie visible de l'iceberg de la violence. Elle ne pourra être dépassée, que si d'autres rapports violents dans cette société (politique salariale, propriété injuste) sont supprimés. Partons du principe, que les changements fondamentaux ne sont possibles et surtout n'ont une perspective libératrice et démocratique, que si ils sont portés et construits activement par une base aussi large que possible.

Les changements de comportement sont alors précédés jusqu'à un certain point, d'un changement de pensée: celui-là peut être accéléré par la discussion, et c'est même la seule manière de l'amorcer. Aujourd'hui tellement de Suisses sont résignés et inertes, qu'ils ne peuvent plus s'imaginer que cela puisse être autrement. Il faut que les gens soient amenés, par des conversations et des discussions, à se représenter concrètement une telle éventualité. L'initiative peut très bien remplir cette fonction. On dit que celui qui conteste l'armée en Suisse, remet en question tout l'ordre établi. Dans le livre de Hans A. Pestalozzi, intitulé: "Rettet die Schweiz, schafft die Armee ab" c-à-d: "Sauvez la Suisse, supprimez l'armée!", aucun thème n'est écarté.

De l'anthropologie de l'homme à l'économie, du patriarcat à l'écologie, tout est abordé. Cela nous fournit une occasion opportune de présenter l'en-semble du système de violence ou de "guerre"(comme dit Hans Saner) et d'établir l'alternative non-violente; c'est-à-dire l'alternative d'auto-détermination et d'autogestion.

Pestalozzi Rettet die Schweiz
Hans A. Pestalozzi
Rettet
die Schweiz



4. "Il est absurde, pour une revendication aussi radicale, d'utiliser l'instrument traditionnel de l'initiative populaire."

Une appréciation plus réaliste de l'instrument de l'initiative populaire, par la "Gauche" en Suisse, est incontestablement nécessaire. La récolte quasi permanente de signatures pour des réformes au niveau fédéral, cantonal, communal, ou des referendum, nous demande une telle énergie que nous n'avons plus le temps de penser à des voies plus originales de réforme.

Il est donc important de souligner, que nous ne pouvons pas imposer la construction d'une société sans violence et sans armée seulement par les voies institutionnelles. C'est aussi de cette manière, que le voit le mouvement pacifiste et anti-nucléaire - du moins pendant l'occupation de Kaiseraugst. Même de notre côté, personne ne veut mettre tout le mouvement pacifiste sur la seule voie de l'initiative.

L'initiative pour une Suisse sans armée doit être un sous-produit du mouvement pacifiste et non en être le centre. Action directe de type non-violente, action symbolique d'indiscipline civile, manifestations de masse et marche de Pâques, solidarité vécue et occupation de lieu: cela fait tout autant progresser la discussion publique.

Seulement à mon avis, cela ne suffit pas, parce qu'il est encore trop facile dans ce pays pour le pouvoir, d'écarter les dites actions pacifistes, en invoquant des téléguidages de l'extérieur, en les taxant de marginales ou en les discréditant d'une manière ou d'une autre. Mais si nous réalisons parallèlement à cela une initiative populaire, la bourgeoisie sera contrainte à la discussion, car une initiative a force de loi. Une initiative formerait ainsi une charnière entre le mouvement et le pouvoir.

Par ce moyen, nous pouvons éventuellement atteindre des régions et des couches de population qui sont normalement désintéressées, ne serait-ce que parce qu'elles ne peuvent pas le lire dans le seul journal local.

5. "Une telle initiative est contre-productive"

A ceci j'aimerais opposer deux arguments:

Premièrement aujourd'hui, du côté du D.M.F., on veut donner l'impression qu'au moins 99% de la population suisse est "comme un seul homme" derrière "son" armée. Rien que la discussion et le lancement d'une initiative anti-armée, priverait de sa légitimité une telle argumentation. Si les 100.000 signatures sont réunies, cela donnera aux idéologues du D.M.F. un tel choc, que les revendications relativement modestes de l'introduction d'un service civil ou de la réduction de la durée du service pourra être discutée en Suisse, sans que les arguments correspondants ne soient discrédités par l'accusation de trahison. Peut-être que



l'on jugerait ensuite de manière moins excessive un referendum sur l'armement, ce qui montrerait, qu'il ne s'agit seulement que d'une démocratisation et non d'une suppression effective.

Deuxièmement, des membres du GSoA ont déjà pu faire l'expérience ces derniers mois qu'un objectif aussi radical et ouvert, franc et sans compromis, a un effet libérateur pour beaucoup de gens et en particulier pour les jeunes. Cela veut dire, que beaucoup reprennent courage et activité. Ils en ont ras le bol des pas de fourmis dans un système politique complètement grippé. Ils sont alors capables de s'identifier à une telle revendication et de descendre pour elle dans la rue. En ce sens, une telle initiative serait tout sauf contre-productive, et mobiliserait de nouveau des gens qu'on ne peut presque plus atteindre par des revendications traditionnelles.

6. "Aujourd'hui la situation politique en Suisse n'est pas mûre"

Cet argument s'appuie principalement sur les résultats des votations à propos de la révision du code pénal ou de l'introduction d'un service civil. Certes il souffle en Suisse actuellement un vent politique qui nous est contraire. Mais nous ne pouvons pas attendre que l'esprit de l'époque nous soit favorable pour poser des questions de survie. Nous devons aussi avoir l'audace de la vérité en un temps où cette vérité est impopulaire. Celui qui se limite aux revendications qu'il pense possible, n'atteindra même pas ce qui est à sa portée.

Il n'est pas exclu qu'au début des années nonante, les Suisses ne soient plus aussi attachés à résoudre leurs conflits selon des modèles moyennâgeux comme aujourd'hui. En particulier, s'ils se rendent compte combien ces modèles peuvent être aujourd'hui destructeurs pour nous tous. D'autant plus que les débats pacifistes des verts en RFA, la discussion de la suppression de l'Armée Fédérale en Autriche montrent que d'autres hommes, dans des milieux sociaux différents arrivent à des conclusions semblables.

Nous ne sommes nous-mêmes pas les premiers en Suisse, à tirer des conclusions aussi radicales de telles réflexions.

Il suffit de rappeler ici Hans Saner et Roman Brodmann. Saner disait déjà en 1968, à Karlsruhe, à l'occasion de la remise du prix Hermann Hesse: "Comme dans une guerre nucléaire les petits pays d'Europe n'auront qu'un rôle de victimes, et qu'une guerre européenne contre eux est très improbable, ils devraient tout faire pour apporter la preuve qu'un état peut progresser sans être un système guerrier. Je pense très concrètement: ils devraient supprimer l'armée!"

Saner disait aussi: "La nouvelle guerre est dite totale pour la raison qu'il n'y a pas contre elle de défense efficace." Citant Max Planck, il ajoute: "La faillite de la représentation traditionnelle de la guerre, de l'attaque et de la défense est évidente. Sans changement radical des modes de pensée, il n'y a aucune possibilité d'échapper au danger". (écrit dans les années 50)

Roman Brodmann fit expliquer en 1971, dans sa fiction politique: "Une Suisse sans armes", aux initiants biennois de l'initiative "pour un désarmement total": "Nous ne considérons plus dans les circonstances actuelles que l'armement est un moyen optimal pour réaliser la liberté et l'indépendance d'un petit état tel que la Suisse".

7. "L'armée suisse est défensive et sans danger; une telle initiative ne se justifie donc pas."

A quoi cela nous sert-il d'être défensif si dans les simulations de guerre officielles du D.M.F. dans le cas d'un conflit conventionnel, une attaque ferait au moins 1'000'000 de victimes suisses? Qu'en serait-il en cas de guerre atomique?

Que signifie "sans danger", si chaque année quelque 8 milliards de francs sont volatilisés par l'Armée suisse? (env. 4 milliards par la Confédération, et presque autant par l'économie privée).

Certes l'Armée suisse n'a pas un poids important sur le plan international. C'est pourquoi il est beaucoup plus facile pour la Suisse que pour d'autres pays de précéder les autres sur cette voie du désarmement, contrairement à son habitude de traîner loin en arrière sur les questions progressistes.

Mais c'est tout à l'intérieur que l'armée suisse a son grand poids. Là, elle agit de manière tout autre qu'innoffensive.

Elle continue d'introduire les nouvelles générations dans une structure sociale violente.

Je ne pense

même pas ici

à un engagement

interne de

l'armée

qu'on ne

peut pas

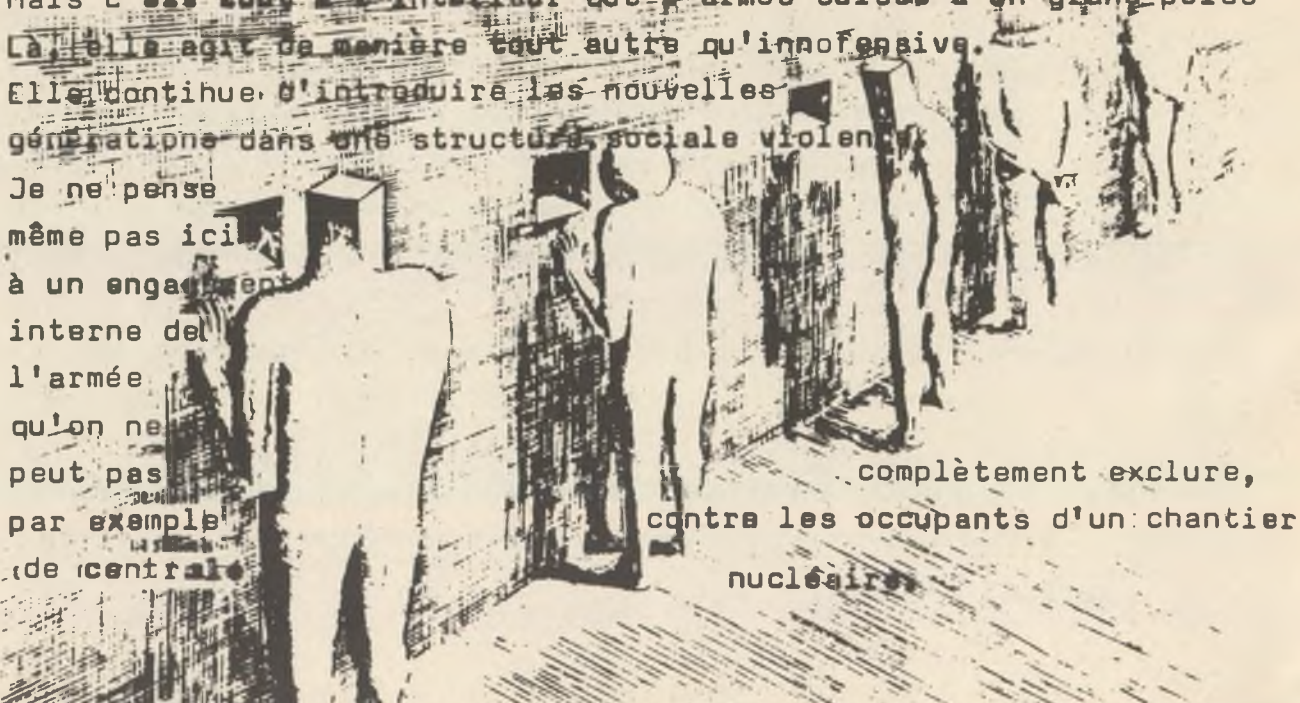
par exemple

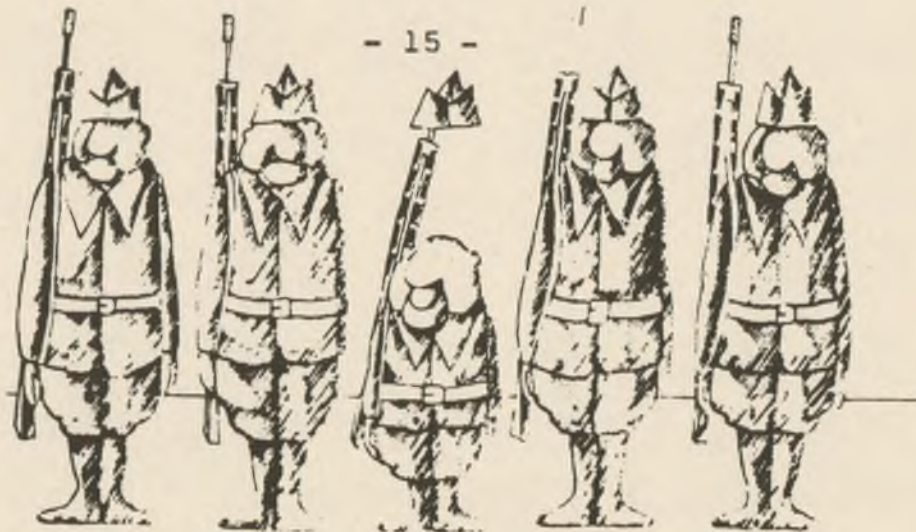
de centrale

complètement exclure,

contre les occupants d'un chantier

nucléaire





Je pense avant tout à la présence journalière de l'armée dans cette société: à commencer par les préaux des écoles primaires, transformés en terrains d'exercice, en passant par les gares jusqu'aux vacances d'été en montagne qui ne peuvent guère se dérouler sans "BANG" supersonique. Cette signification de l'armée pour l'état interne de la société suisse a été particulièrement évidente ces deux dernières années à Zürich. Il était choquant, de voir à quel point bien des Zurichois auraient été prêts à engager beaucoup de violence contre des gens plutôt faibles, mais qui pensent autrement. Le rasage du centre autonome le 23 mars 82 par les autorités n'était que l'expression d'une attitude largement répandue dans la population.

Si nous contestons l'armée, nous mettons du même coup en question la violence et l'inculture qui est propre à la Suisse dans sa manière de traiter les conflits sociaux. Alors cela en vaut certainement la peine.

8. "Les gens ne supportent pas de perdre leurs illusions"

C'est certes un argument de poids. Il a un rapport avec la cause de l'agressivité et se rencontre souvent lors de discussions sur l'armée en Suisse: angoisse intérieure, qui se manifeste par de l'agressivité.

Cette objection explique en partie, pourquoi des gens qui d'autre part ont des opinions progressistes, ont de la peine à se détacher d'un schéma violent et ne peuvent refouler le compromis de l'armée de guérilla où les moyens de défense ne sont pas complètement exempts de violence.

Mais avons-nous le droit de cacher la vérité, sous prétexte que l'idéologie régnante a une telle action sur nous, que nous ne puissions la supporter? Nous devons simplement reconnaître sous peine de disparaître que même si il est vrai que l'humanité a toujours jusqu'ici survécu à chaque guerre, nous ne pourrions avec cette logique survivre à l'époque des armes atomiques. Abstraction faite, que ce sont les préparatifs de guerre et l'armement qui nous empêchent de supprimer la faim dans le monde et d'offrir à chaque homme, habitat, formation et santé. Il est vrai qu'en Suisse, nous sommes tellement baignés dans cette idéologie de dissuasion et la mythologie de l'armée, que nous avons besoin de beaucoup de temps pour pouvoir nous représenter simplement, que nous pourrions vivre autrement mieux et sans danger. Pourtant nous devons faire cet effort et pouvons épargner cela aux autres hommes. Tout autre chose frise la manipulation et s'oppose à notre but d'émanciper l'homme, qui prend sa vie entre ses propres mains.

Il n'est peut-être pas commode de changer ainsi les conditions, pour que nous puissions vivre et survivre; mais c'est pourtant indispensable.

9. "Mais qui peut donc se permettre de défendre ouvertement la suppression de l'armée?"

Quelques jeunes socialistes ont déjà vécu les suites de la répression dominante en préliminaire à la phase de discussion sur l'initiative de la suppression de l'armée (qui est pourtant un droit constitutionnel de chaque Suisse). Les chrétiens-sociaux zurichois ont déjà créé un fonds de répression. C'est pourquoi il est compréhensible que certains disent qu'ils ne pourraient pas s'engager sur cette question, ceci présentant un trop grand risque pour eux. Cela montre seulement combien cette société est "libérale"...

D'un autre côté, nous devons créer les conditions sur le plan de l'organisation, pour pouvoir être solidaire avec chacun qui s'expose et doit encaisser une quelconque suite négative. Il faut construire dans les groupes régionaux du GSoA, un réseau social de relations vraies et fortes, qui portent et renforcent aussi l'individu dans un milieu hostile. C'est seulement ainsi que beaucoup d'entre nous seront prêts à prendre des risques.

LA LEGENDE DE LA NATION QUI NE SE LAISSE PAS FAIRE ou

La Suisse pendant la deuxième guerre mondiale.

Le mythe selon lequel ce serait l'armée suisse qui nous aurait épargné une attaque de l'armée allemande semble indé- racinable chez beaucoup de Suisses et de Suissesses. Il est vrai qu'il n'est guère possible de comparer la situation géopolitique actuelle à celle d'alors, et pourtant il vaut la peine de prendre connaissance rétrospectivement de quelques faits relatifs à la légende sur la capacité de la Suisse de se défendre, qui aurait, dit-on, dissuadé Hitler de l'envahir. L'historien bien connu, Edgar BONJOUR, constate à propos de l'état de notre armée au début de la guerre: "On essaya, au cours de ce premier hiver, de parer par l'instruction et l'armement aux faiblesses et aux dégâts constatés çà et là au sein de l'armée", et W. RINGS remarque dans un classique du sujet, "La Suisse dans la guerre" : "Le commandement de l'armée suisse fut surpris par la puissance de destruction de l'aviation allemande; il n'ignorait pas que, le cas échéant, il n'aurait presque rien à opposer à cette supériorité. Des vingt-et-une compagnies d'aviation seules trois auraient été opérationnelles. Cinq d'entre elles ne trouvèrent pas un seul avion lors de leur mobilisation. Les équipages durent être renvoyés à la maison".

En accord de toute évidence avec la recherche historique, Max FRISCH note dans son "Livret de service" : "Bien plus tard, alors que je me trouvais seul avec un capitaine, je lui demandai comment il avait évalué notre position à l'époque; une plaisanterie, il en était parfaitement conscient, nous aurions probablement été liquidé avant même que notre batterie, avec sa portée fort modeste, n'eut seulement repéré une cible dans son rayon d'action..."

La légende de la capacité défensive de la Suisse prend une étrange coloration lorsque l'on sait que le conseil fédéral ordonna la démobilisation partielle, juste après l'effondrement de la France, en été 1940. "Les effectifs de notre armée

chutèrent en quelques jours de quatre cent mille à cent quatre-vingt mille hommes" (A. ERNST).

En guise de justification à cette décision, on peut lire chez Edgar BONJOUR que: "le temps est venu pour la Suisse, de tirer les conséquences. L'Allemagne, maintenant, domine le continent européen, et c'est pourquoi il va falloir agir avec plus d'égards, à l'avenir."

Ailleurs, on peut lire: "KOECHER, le représentant allemand à Berne, fit remarquer au président de la Confédération qu'il ne voyait pas pourquoi on maintenait, ne serait-ce qu'en partie, l'armée sur pied de guerre. Cela amenait forcément à se demander contre qui la Suisse pouvait bien avoir encore besoin de se défendre. Sur quoi, le président de la Confédération assura son interlocuteur que les mesures prises n'étaient pas dirigées contre l'Allemagne..."

Le concept du "Réduit" (impliquant le renoncement à défendre le plateau en cas d'invasion) que le général GUISAN développa pour faire contre-poids à la position du conseil fédéral et auquel il réussit à faire adhérer ses hommes, ne laisse pas moins songeur un lecteur ingénu. Bonjour commente: "A une époque où tout avait déjà tendance à vaciller, on exigea beaucoup du simple citoyen en lui demandant d'assimiler ce changement dans la conception de la défense du pays. Il lui faudrait accepter, sans se troubler, de laisser pratiquement sans surveillance plus de la moitié du territoire suisse, comprenant les zones de plus forte densité industrielle ainsi que les trois quarts de la population totale, qui en cas d'urgence auraient été sacrifiés à l'envahisseur." Est-ce ainsi que se comporte une armée qui prétend faire payer à un éventuel ennemi un "prix d'entrée" élevé et qui affirme vouloir protéger le pays et sa population ?!?

Les doutes exprimés ici à propos de l'effet dissuasif de l'armée et de la conception de la défense sont confirmés également par le "père" de l'opération "Tannenbaum" par quoi les planificateurs militaires entendaient les plans qu'ils avaient dressés pour une éventuelle invasion de la Suisse. Roman BRODMANN nous rapporte sa visite chez le général HEUSINGER: "Heusinger vit toujours à Cologne, aimable vieil homme toujours prêt à donner des renseignements, aussi concernant son opération

"Tannenbaum" et également, bien sûr, des raisons qui ont amené Hitler et le commandant général à renoncer à l'exécution du plan; raisons qui étaient multiples mais parmi lesquelles on chercherait en vain mention de la soi-disant "terrifiante puissance de combat" de notre armée ou du "prix d'entrée élevé" (Woz, 5 novembre 1981).

Hans A. PESTALOZZI essaye de retracer les raisons qui dissuadèrent Hitler d'envahir la Suisse. "Dans quel but aurait-il bien dû venir? Nous avons fait tout ce qu'il aurait pu souhaiter nous voir faire. Nous lui avons livré des vivres, des armes, des munitions et des pièces d'équipement. Nous lui avons octroyé le droit de passage à travers le Gothard. L'or et l'argent étaient gardés en toute sécurité dans nos banques, dans le "Réduit", La censure lui était toute dévouée. L'élite de la société se montra très avenante, et les juifs détestés étaient refoulés aux frontières."

Pour illustrer les points de vue de Hans A. PESTALOZZI, voici quelques chiffres qui ne sont pas contestés par les milieux officiels : (*)

<u>Total des exportations suisses en direction de</u>	
l'Allemagne 1940/44	environ 2,4 milliards de francs
dont matériel de guerre	environ 0,6 milliards de francs

<u>Total des exportations suisses en direction des</u>	
autres pays	environ 4,7 milliards de francs
dont matériel de guerre	environ 0,34 milliards de francs

En ce qui concerne la collaboration économique, les déclarations de Hans A. PESTALOZZI sont également étayées par E. BONJOUR: "Les accords économiques passés en août fournirent une contribution non négligeable au désamorçage de la situa-



tion.

Il est bien évident que la Suisse mit ses crédits de compensation à disposition avant tout pour des raisons économiques, pour l'obtention de fer et de charbon. Cependant les calculs politiques jouèrent également un certain rôle. L'attitude économique très avenante de la Suisse a très certainement contribué dans une large mesure à ce qu'elle ne fut pas entraînée dans la guerre."

Les appréciations d'historiens allemands est sensiblement la même. BOELKE, par exemple, se demande si ce sont les préparatifs militaires à la défense de la Suisse ou plutôt les excellentes prestations des banques suisses en ce qui concerne la facturation des transactions en or et en devises de la banque d'état allemande, qui ont assuré la sécurité extérieure de la Suisse.

Même sur le plan diplomatique, Hitler finalement ne pouvait se plaindre du manque de coopération. Le président de la Confédération, PILET, est très compréhensif à l'égard des Allemands lors du règlement par voie diplomatique de la question des violations du territoire aérien par les pilotes allemands, cependant il assortit cette compréhension de la requête expresse de ne pas rendre public le résultat de cet entretien diplomatique. Cette remarque indique que PILET GOLAZ savait bien, savait combien peu on approuvait sa "bonne volonté" en Suisse. Il laissa entendre aux Allemands qu'ils pourraient attendre plus de compréhension de la part du conseil fédéral si ce dernier ne se voyait pas soumis à la pression de l'opinion publique. L'adaptation politique des autorités suisses vis-à-vis de l'Allemagne eut donc lieu sans occupation militaire, ce qui ternit nettement l'éclat illusoire tant prôné de notre défense. Il n'est guère étonnant dès lors que le discours du président de la Confédération PILET GOLAZ, le 25 juin 1940, n'ait pas particulièrement frappé par sa pugnacité.

Max FRISCH reconnaît sans détour: "Je n'ai prêté ni attention ni crédit au discours d'un président de la Confédération dont le regard neutre voit en perspective la Nouvelle Europe d'Adolf HITLER". (il ne fut certainement pas le seul).

Enfin, la politique suisse en matière de réfugiés ne pouvait guère, elle non plus, mécontenter Hitler: "le représentant suisse à Berlin annonça au ministère des affaires étrangères que le gouvernement suisse était fermement opposé à une pénétration du pays

par la juiverie (...)

Le gouvernement allemand cèda à la prière d'apposer un sigle distinctif sur le passeport des juifs. On affirma que, conformément à la pratique antérieure, des réfugiés invoquant des raisons raciales pour motiver leur demande d'asile, ne sont pas considérés comme réfu-



giés politiques. Le conseiller fédéral STEIGER justifia la politique restrictive à l'égard des réfugiés dans un discours devenu célèbre: "Celui qui est responsable d'un canot de sauvetage déjà fort occupé, d'une capacité limitée et avec des vivres en quantité restreinte doit paraître dur s'il ne peut sauver tout le monde alors que des milliers de naufragés crient au secours. Et pourtant il fait encore preuve d'humanité s'il les met en garde à temps contre de faux espoirs et qu'il cherche au moins à sauver ceux qu'il a déjà recueillis".

La barque était-elle pleine?" A ce moment, le 30 août 1940, huit mille huit cent soixante réfugiés civils se trouvaient dans le pays. A la fin de l'année ils étaient seize mille quatre cents, ce qui donne quatre réfugiés pour mille suisses" (W. RINGS, "La Suisse dans la guerre").

Cette énumération n'a bien entendu pas la prétention de rappeler l'intégralité des faits historiques, mais elle suffit néanmoins à ramener à ses vraies proportions la légende de la nation qui ne se laisse pas faire et qui aurait fait peur à Hitler.

Dans ces mémoires récemment publiées, Edgar BONJOUR confirme avec une singulière puissance de désenchantement, l'impression transmise ici, concernant la légende de l'ARMEE SUISSE: "La Suisse n'a pas été sauvée par son courage héroïque mais par un heureux concours de circonstances (...) Que la Suisse ait été épargnée demeure finalement une énigme" (Tages Anzeiger, 5 mars 1984).

Citons encore à ce propos le physicien et philosophe Carl Friedrich von WEIZSAECKER: "Pourquoi Hitler n'a pas attaqué la Suisse? je dirai que c'est parce qu'il était sûr qu'il y aurait beaucoup de sang versé du côté des Allemands aussi, et parce qu'il avait besoin de la ligne du Gothard. Les Suisses ont laissé passer les trains de transports, mais dans l'hypothèse d'une attaque, ils auraient fait sauter la voie. Il aurait fallu au moins un an jusqu'à ce qu'on puisse à nouveau l'utiliser". (TAM, 14 janvier 1984).

Ce qui nous paraît cependant encore plus fondamental, c'est que l'état de la menace, le niveau de développement technique, la situation politique et économique ne sont plus transposables à notre époque.

Le chapitre suivant s'attache à établir ces points.

Sources :

- | | |
|--------------------|--|
| Hans A. PESTALOZZI | :Rettet die Schweiz, schafft die Armee ab
Sauvez la Suisse, supprimez l'armée |
| Edgar BONJOUR | :Histoire de la neutralité suisse,
Tome 4. |
| Max FRISCH | :Livret de service |
| WAFFENPLATZ | :Contributions à l'industrie suisse
d'armement et exportations d'armes(?) |
| W. RINGS | :La Suisse dans la guerre |
| A. ERNST | :La conception de la défense suisse(?),
1815-1966. |
| H. R. KURZ | :Operationsplanung Schweiz |

(*) Ces chiffres, en francs de l'époque, sont cités par Edgar KOEPEL.

Le soulagement par la personification du Mal

Situation de la menace militaire et politique dans l'Europe d'aujourd'hui et rôle joué par la création d'ennemi imaginaire.

A la différence de la situation qui prévalait pendant la seconde guerre mondiale, l'Europe aujourd'hui constitue plus ou moins une unité scellée par l'OTAN. Une guerre entre partenaires paraît impensable. Et cela d'autant plus que les intérêts économiques propres à l'Europe sont bien mieux garantis et préservés en temps de paix qu'ils ne le seraient jamais en situation de guerre. On ne voit vraiment pas quel pays pourrait trouver avantage à la destabilisation de la situation actuelle. Même une guerre conventionnelle, vu les armements actuels, apparaît non rentable sur le plan de l'analyse coûts/bénéfices qui se doit de prendre particulièrement en compte les destructions inimaginables au sein de la population civile, destructions que toute guerre quelle qu'elle soit ne manquerait pas de provoquer, vu la densité de population que nous connaissons en Europe de l'Ouest.

Une plus grande mobilité individuelle (tourisme, travailleur immigré) a entraîné un certain assouplissement des barrières, autrefois plus rigides, entre Nations; ce qui renforce la compréhension réciproque et contribue à faire disparaître les préjugés (en dépit de tout le racisme qui est encore présent). Une mobilisation de la population européenne pour une guerre intra-européenne est tout simplement impensable. La phrase volontiers citée du "Guillaume Tell" de Schiller -- "L'homme le plus sage ne peut vivre en paix, si cela ne plaît à son méchant voisin" -- se révèle absurde lorsqu'on se réfère à nos voisins immédiats. Ou quelqu'un peut-il prétendre que des pays comme la France, l'Italie, l'Allemagne, etc sont "méchants"?

La théorie du vide, selon laquelle le territoire non-défendu d'une hypothétique Suisse sans armée serait occupé par nécessité quasiment physique n'est pas défendable par des arguments rationnels vu la nature de nos voisins européens.

Il nous paraît particulièrement nécessaire de discuter plus à fond la possibilité d'une menace soviétique, car ce pays est fortement doté d'une image d'agresseur potentiel. Avant tout, il faut souligner que depuis la fin de la seconde guerre mondiale, pas un mètre carré de sol européen n'a passé du bloc de l'Ouest au bloc de l'Est suite à une opération militaire.

L'entrée des Russes en RFA, en Autriche ou en Suisse justement, provoquerait un déplacement des frontières entre les blocs, ce qui ne manquerait pas de susciter un conflit avec le bloc de l'Ouest tout entier. Vu l'énorme accumulation d'armes atomiques dans la zone centrale de l'Europe de l'Ouest, un tel conflit ne peut aboutir qu'à une guerre atomique dont les conséquences seraient dévastatrices. Robert Mac Namara, ancien ministre de la défense des USA, ayant participé à l'élaboration de la doctrine dite de la réponse flexible de l'OTAN affirme à ce propos:

"Pour moi, il est inimaginable, impensable qu'une guerre nucléaire "limitée", reste limitée -- toute décision d'engager des armes nucléaires aboutirait très probablement aux mêmes conséquences qu'une guerre nucléaire totale."

Et même dans l'hypothèse seulement (!) conventionnelles ne sont abmeilleures. A ce propos de quelqu'un qui doit rant, puisqu'il s'agit plus gradé de la RFA: général Altenburg: conventionnelle d'une mois détruirait l'Allemagne en comble."



d'une guerre nuelle, les solument pas voilà l'avis être au coudu soldat le l'inspecteur "une guerre durée de deux magne de fond

En deça de toute rationalité, l'assimilation de la puissance soviétique à une force satanique a pris une telle ampleur et a cristallisé une image-repoussoir si forte que ces représentations ne correspondent plus guère à une quelconque réalité politique mais que par ailleurs elles empêchent toute tentative d'établir des rapports de confiance, ce qui accentue encore les risques de conflit. Un homme de science bien connu, comme Carl Fr. von Weizäcker constate à propos de notre situation: "...que sans une transformation en profondeur de la structure politique et du niveau de conscience dans le monde, une guerre mondiale reste vraisemblable." Suite à une réflexion rigoureuse, il aboutit à la conclusion que l'URSS et ses alliés n'ont jusqu'à nouvel avis aucun motif d'attaquer militairement l'Europe de l'Ouest. "L'URSS ne saurait être intéressée à une destruction militaire de l'Europe de l'Ouest, du moins aussi longtemps qu'elle n'a pas à redouter en l'Europe, un concurrent hégémonique et agressif."

Christian Krause, général de brigade émérite, chargé au ministère de la Défense ouest-allemand d'analyser la planification de la défense de l'OTAN pour ce qui a trait à l'Europe centrale, précise encore cette pensée: "Quel pourrait être, pour les Soviétiques, le but d'une guerre menée en Europe? Il ne peut s'agir du désir d'acquérir des terres, car ils en possèdent déjà plus qu'ils ne peuvent en mettre en valeur. L'espoir d'un accroissement des forces productives ne résiste pas à l'analyse non plus. Car avec un système communiste, l'état des choses en Europe de l'Ouest rejoindrait celui régnant à l'Est. La tentative de faire régner en Europe de l'Ouest un système communiste ne pourrait aboutir que par des méthodes d'Etat-policier. Si les Soviétiques voulaient faire cela, ils devraient y investir toutes leurs forces et négliger, voire abandonner le développement de leur propre pays. Sont-ce là des hypothèses réalistes?"

L'historien américain, autrefois diplomate à Moscou, Georges F. Kennan contribue à une compréhension historique du "comportement" de l'URSS: "Les dirigeants, ainsi que le peuple soviétique, en tout cas la vieille génération, ont un profond souvenir de la dernière guerre mondiale. Ils n'ont pas oublié que les armées allemandes ont pénétré profondément en Russie. Et les gens, particulièrement au gouvernement, ont décidé qu'une pareille situation de faiblesse ne se reproduirait pas une deuxième fois. -- Je trouve que l'impression partagée par beaucoup de gens selon laquelle les dirigeants soviétiques se lèvent chaque matin en disant: "Que faisons-nous aujourd'hui pour réaliser la révolution mondiale?" Je trouve cette impression irréaliste. Ils ont des problèmes bien plus urgents à résoudre. -- Mon Dieu! les soviétiques ne sont pas des démons, ce sont des hommes! Ils savent quelles horribles et incalculables dévastations de telles armes -- même si, seule une infime partie d'entre elles était utilisée -- provoqueraient dans un autre pays. Et ils savent que finalement ce ne serait pas seulement un coup porté aux USA -- le monde dans son entier ne s'en remettrait pas".



Paul Warnke, autrefois chef de la délégation américaine dans les négociations SALT, souligne le caractère défensif de la politique soviétique: "...les Russes sont très peu sûrs d'eux et ils agissent en conséquence. Ils pensent surtout à la Défense et à la Sécurité. Cependant, lorsqu'on recherche la sécurité absolue pour soi-même, cela signifie que la sécurité de beaucoup d'autres est mise en jeu. Il est très difficile de faire comprendre aux gens que la manière d'agir des Soviétiques est à mettre, en partie, sur le compte de la peur qu'ils ont de nous. Nous savons pertinemment que nous ne représentons pas de menace à leur égard, tant que politiquement ils agissent de manière raisonnable. La question cependant est de se demander si eux-mêmes le savent."

Comme le reconnaissent des experts occidentaux critiques, l'image d'une URSS hostile et agressive est construite de toute pièce en Europe de l'Ouest. Robert Mac Namara le confirme: "...nous, à l'Ouest, nous exagérons constamment la puissance militaire de l'URSS et celles des forces du pacte de Varsovie; nous sous-évaluons systématiquement les forces de l'OTAN. Il faut cependant reconnaître que le rapport de force sur un plan conventionnel apparaît aujourd'hui bien plus avantageux pour l'OTAN qu'on ne veut bien le croire aux USA et qu'on ne veut le reconnaître à l'Ouest; et les Soviétiques seraient les premiers à être d'accord sur ce point.

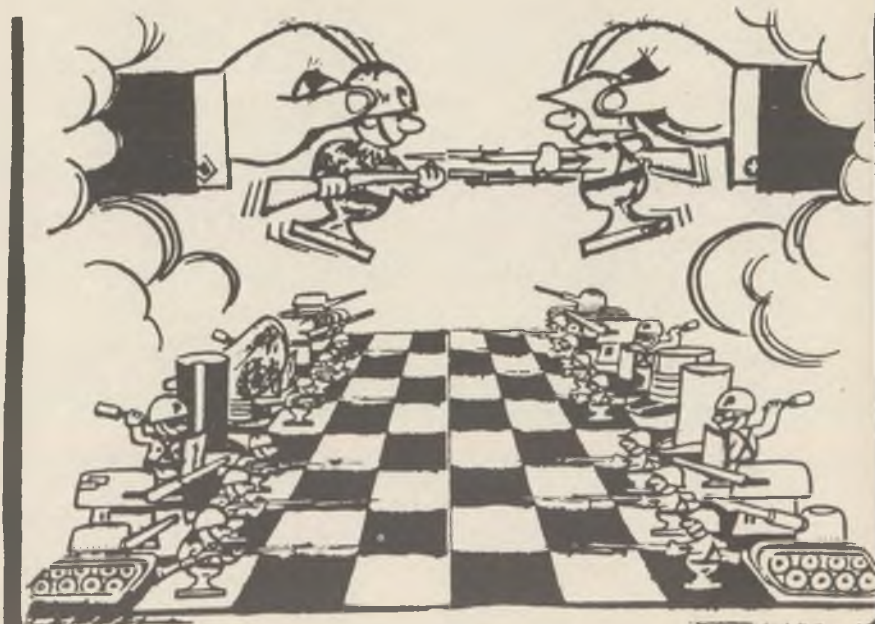
Andrew Cockburn, un expert militaire britannique a mené, des années durant, des recherches en utilisant des archives et des documents confidentiels, provenant de sources autorisées dans le milieu des services secrets et des Ministères de la Défense occidentaux, et il a exploité ses informations dans le livre "le défi soviétique; pouvoir et impuissance du colosse militaire". Ses analyses l'amènent à conclure que "la propagande des militaires américains a sciemment et systématiquement exagéré la menace soviétique. Dans son livre, Cockburn attire sans cesse l'attention sur la différence qu'il y a entre les forces de combat soviétiques réelles et l'image qu'en donnent les USA et leurs alliés dans le monde entier. "Ceci a amené les USA au développement d'une économie de guerre: Un nombre important d'entreprises doivent leur existence économique directement ou indirectement à un niveau en permanence élevé des dépenses consacrées à la Défense.

Le sous-produit de tout cela est un climat de peur perpétuelle. Peur des Soviétiques et d'un holocauste nucléaire mondial."

Aux yeux de C. F. von Weizsäcker, qui jouit d'une grande estime et d'une réputation de neutralité, l'idée que le programme d'armement des Soviétiques doit leur permettre de mener victorieusement une guerre mondiale, est "une manifestation trop primitive d'une peur justifiée. Sur cette question, j'adopte l'avis de la vaste majorité des soviétologues occidentaux, à savoir que cet arsenal est défensif..."

Si les textes cités montrent que la démonification de l'URSS ne rend pas compte de la situation politique et militaire actuelle, il faut ensuite attirer l'attention sur les raisons psychologiques qui poussent à l'élaboration de cette image de l'"Ennemi". Pour le psychanalyste Horst Eberhardt Richter, la transfiguration de l'ennemi extérieur en démon a pour fonction un soulagement psychique. Si on examine d'un peu plus près ce qui se cache derrière le bellicisme de ces pousse-au-crime, on s'aperçoit que bon nombre d'entre eux cultivent leur fanatique animosité comme une sorte de corset de soutien, pour cacher à quel point, secrètement, ils se sentent mal dans leur peau. Ils seraient livrés à la menace d'un sentiment d'infériorité s'ils n'entretenaient pas une image démoniaque des Russes, qui leur permet de se poser en accusateurs énergiques. Il est évident que les mêmes mécanismes sont à l'oeuvre chez un communiste de l'Est qui démonifie les Américains. Lorsque la conscience qu'on a de sa propre valeur est en crise, la haine d'un Ennemi apporte un soulagement non seulement à l'individu, mais même à l'échelle d'une nation.(...)

L'image officielle du Russe hostile tombe à point nommé pour de nombreux Allemands de l'Ouest, dans la mesure où elle leur permet de se délivrer des doutes qu'ils éprouvent à l'égard d'eux-mêmes. Ils ont refoulé Hitler au fond d'eux-mêmes et c'est lui qu'ils font renaître à l'Est.



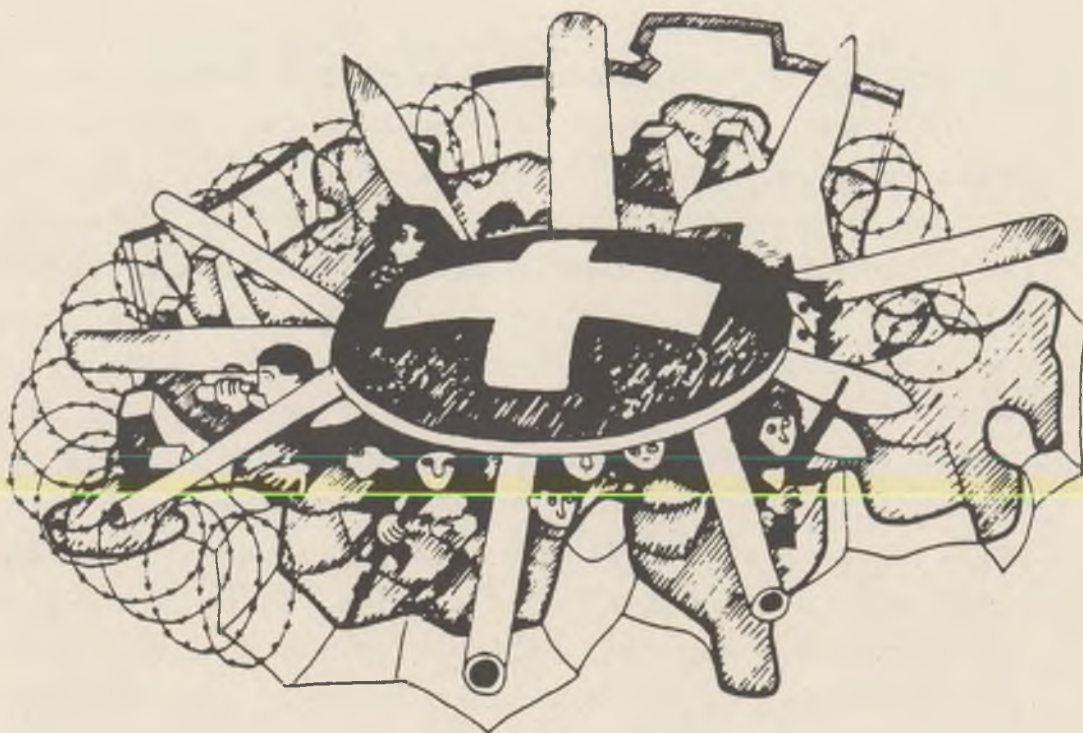
Ils ont besoin de faire jouer aux Russes exactement ce rôle et c'est pourquoi ils sont absolument fermés à tous les indices qui exigeraient une révision de leurs jugements. Parallèlement, beaucoup sont d'avis que ce problème est confiné aux vieux et qu'il devrait se résoudre de lui-même avec leur disparition graduelle. Mais ce n'est pas si facile. Les conflits non résolus par une génération donnée sont hérités par la suivante. Les jeunes le sentent chaque fois lorsque les vieux se présentent devant eux avec une contradiction interne non résolue. Sans en avoir conscience, parfois sous la pression d'attitudes autoritaires, ils reprennent à leur compte la stratégie du bouc-émissaire qu'on leur a montrée. Ou alors, ils font exactement le contraire et protestent contre leurs pères en inversant le stéréotype du bouc-émissaire, processus qui les maintient dans la même façon de penser que celle qui leur a été transmise. Ou bien encore, ils essayent d'échapper à tous ces problèmes en se marginalisant de la société.

Un système de pensée schématique qui ne raisonne qu'en termes d'amis ou d'ennemis, empêche de reconnaître que "la paix dépend avant tout de notre volonté"(Richter) et non pas de tel ou tel système d'armement. Ou, comme le dit C.F. von Weiszäcker, "l'état de non-paix est une maladie mentale."

Nous partageons la conviction de H.E. Richter, qu'"un dépassement de cette maladie exige un changement fondamental dans notre manière d'envisager les choses, et ce changement ne paraît possible que s'il vient de la base de la société, et non pas du sommet."

Le GSSA entend simplement(!) contribuer à la réalisation de ce changement d'attitude, ni plus ni moins. Il est important de noter que la contribution suisse à la "dissuasion" est négligeable au niveau européen; par contre, on ne saurait en dire autant, a priori, de l'impact d'une "Suisse sans armée".

(Traduit de l'allemand par le GSSA-Lausanne)



SANS ARMEE, PAS DE SUISSE ?

L'Etat-Nation armé a vécu.

Aux yeux d'une partie de la population, particulièrement dans les milieux militaires, et parmi les politiciens nationaux, l'armée possède un caractère de nécessité tellement absolu qu'il est compréhensible que la revendication de sa suppression soit ressentie comme le commencement de la fin pour la Suisse, en tant qu'idée et que nation. Cette idée de ce qui fait la Suisse et l'identité de ses habitants est-elle donc tombée si bas qu'elle s'épuise entièrement dans le concept d'armée, que la Suisse est pour ainsi dire synonyme d'armée et que supprimer cette dernière entraîne la disparition de la première ?

Sur l'idée de la Suisse, ses buts et ses objectifs et ce qui, au cours de son histoire a été dit sur ce thème, il existe un livre de neuf cents pages qu'on peut encore trouver chez des antiquaires ou aux puces ("Du mythe à l'idée de la Suisse", C. ENGLERT-FAYE, Editions Atlantis, Zurich, 1940), qui pourrait alimenter abondamment des discussions qui ne seraient cependant pas faciles à mener, voire même dangereuses par certains aspects, parce que susceptibles de réveiller des idées de nationalisme. Je ne désire pas ici m'étendre davantage là-dessus; mais juste indiquer que

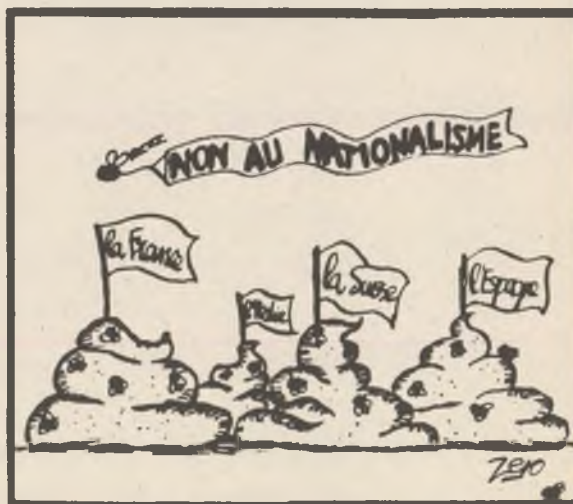
ce qui -en Suisse et ailleurs- sommeille chez les gens en matière d'utopie et de rêves éveillés (et devrait pouvoir être activé), va bien au-delà de l'horizon et des exigences culturelles de la "défense".

Ce qui me semble encore bien plus important, c'est de discuter l'affirmation que le développement de la technologie nucléaire devrait nous inciter -spécialement en Europe, vu l'aiguïsement constant des tensions entre les deux blocs- à penser et définir les concepts d'indépendance, d'auto-détermination et d'autonomie culturelle autrement qu'en termes militaires. Ou, pour le formuler différemment que le maintien de l'accès à l'autodétermination sera de moins en moins l'affaire d'un état et encore moins celle de son armée, en Europe en tous cas, mais ailleurs probablement aussi. Vu la puissance de destruction potentielle accumulée aujourd'hui, notre survie ne peut plus être confiée aux soins d'un état isolé: nous réussirons collectivement ou nous échouerons de même. La vision militaire n'est plus capable, dans une telle perspective, d'apporter quoi que ce soit de constructif; au contraire, chaque investissement à caractère militaire est l'expression d'une occasion manquée d'investir civilement. C. F. von WEIZSAECKER et le conseiller national zurichois H. BRAUNSCHWEIG utilisent tous deux la même analogie pour illustrer cet état de fait -en toute indépendance l'un de l'autre, coïncidence qui plaide simplement en faveur de l'actualité d'une telle idée- : au Moyen-Age, la ville était, à côté du château-fort, l'unité qui offrait à ses habitants abri et protection, et elle était en conséquence défendue militairement (murs d'enceinte). Le développement des engins balistiques, précurseurs de l'artillerie moderne, rendit cette protection par des murs progressivement caduque. Cependant, leur fonction idéologique survécut à leur utilité strictement militaire pendant des siècles. L'entité qui relaya la ville-forte dans son rôle protecteur fut l'état-nation armé qui trouva dans le peuple (citoyens-soldats) une armée potentielle à sa disposition, une conséquence ambivalente des révolutions bourgeoises.

L'état put dès lors mobiliser toutes les ressources nationales en vue d'une guerre, ce qui explique, la supériorité de l'armée napoléonienne, au début du dix-neuvième siècle, sur celle des duchés allemands ; supériorité qui a parait-il incité Clausewitz à écrire son traité sur la guerre, sa nature et ses rapports avec la politique. (Tous ces processus ne peuvent recevoir ici qu'un traitement succinct, et malheureusement ils ont été étudiés avec quelque attention à l'étranger seulement. On peut consulter avec profit l'ouvrage de Raymond ARON, Clausewitz, "penser la guerre" -non pour trouver des réponses, mais comme stimulant de la pensée).

Aujourd'hui, l'état de la technologie nucléaire nous force à penser la sécurité autrement qu'en terme d'Etat-Nation, exactement comme l'avènement de l'artillerie a contraint les gens à étendre la notion de ville-forte aux dimensions d'une "ville-nation". Pouvons-nous nous permettre de continuer de suivre une logique vieillie, sous prétexte qu'elle dure depuis deux mille ans, qu'elle remplit encore ses fonctions idéologiques, et que la nouvelle logique, universaliste, n'en est qu'à ses timides débuts ? Je ne le crois pas.

Au contraire: la Suisse semble quasiment prédestinée à manifester cette nouvelle qualité non seulement en pensée, mais aussi en actes, en l'appliquant en tant qu'Etat. Car ici les petits états sont bien plus libres pour trouver d'autres chemins, non militaires, vers la "sécurité". C'est pourquoi nous plaidons pour une "politique du risque" et non pour une "politique de sécurité"; le dit risque ne



Discours de Zumstein TLN 1.11.84

« Notre armée est sous-équipée. Mais la chose n'a rien d'alarmant tant que le moral des troupes reste bon. » C'est, en substance, ce qu'a déclaré hier à Berne le chef de l'état-major général, Jörg Zumstein, lors d'un séminaire sur la politique de sécurité de la Suisse.

Connu pour son attitude très critique envers le Conseil fédéral — auquel il a souvent reproché publiquement de ne pas vouloir dépenser assez dans le domaine des armes — le commandant de corps Zumstein a stupéfié son auditoire par sa déclaration. Même dans les hautes sphères du Département militaire fédéral (DMF), on enregistrerait hier des réactions d'étonnement.

Selon Jörg Zumstein, il serait faux de céder à un sentiment de résignation et de « peur paralysante » à cause du surarmement international. Il faut au contraire faire preuve d'initiative. Et s'habituer à prendre des risques calculés.

« Aujourd'hui déjà, affirme le commandant de corps, nous admettons dans notre armée une sorte de « sous-armement ». En d'autres termes, nous achetons moins de matériel de guerre et de systèmes modernes que ce dont nous aurions besoin pour être à la hauteur de la menace (...) d'un ennemi potentiel. » Matériellement, l'armée suisse est donc sous-équipée. Mais le chef de l'état-major général considère « que ce risque est admissible tant que la volonté de défense reste intacte ».

devant pas être interprété comme une menace existentielle, bien au contraire. Car les "Grands" et les "Super-Grands" sont à ce point pris dans leur réseau de pouvoir et de prestige qu'un saut vers une nouvelle qualité leur semble plus sévèrement interdit qu'aux "Petits", qui de leur côté, ne parviennent plus à suivre les "Grands" dans leur course aux armements tant pour des raisons économiques qu'écologiques. Voici encore quelques citations pour stimuler la réflexion et pour illustrer ce que pourrait être cette nouvelle qualité.

Egbert JAHN, qui s'occupe à Francfort de recherches sur la paix et de sciences politiques, explique que: "La perspective que je cherche à développer n'est pas dans la constitution d'une alliance d'états-nations armés, ce que je tiendrais

pour la réalisation d'un idéal anachronique datant du dix-neuvième siècle, un genre de Suisse idéalisée. Une telle alliance ne serait rien d'autre que la constitution d'une série de Suisses, ce que je tiens pour une utopie rétrograde. Aucun état-nation, pas même l'URSS ou les USA, à long terme, ne peut plus assurer à lui tout seul ses intérêts en matière de sécurité. C'est pourquoi un système de sécurité global, et l'instauration progressive d'une politique de désarmement est une évolution historiquement nécessaire,



Contre « l'euphorie »

A l'adresse de ceux de ses interlocuteurs qui n'en croyaient pas leurs oreilles, il s'est même élevé contre ce qu'il a appelé « l'euphorie du superarmement ». Selon Jörg Zumstein, « il n'est

finallement pas tellement important que nous achetions 300 ou 350 avions, 380 ou 390 chars ». Ce qui compte, « c'est que l'ennemi sache qu'en franchissant la frontière, il devra faire la guerre » et affronter des soldats prêts à se battre. Mais, « nous pouvons peut-être réaliser cet objectif à moindres frais », conclut le chef de l'état-major général.

Cette attitude contraste avec les positions prises par Jörg Zumstein en 1982. Le 18 novembre 1982, le commandant de corps avait, par exemple, déclaré que les réductions budgétaires prévues par le Conseil fédéral dans le domaine militaire condamnaient l'armée « à devenir un musée ».

Faire plus pour la paix

Hier, le chef de l'état-major général a aussi surpris son auditoire en critiquant le Conseil fédéral pour ce qu'il considère comme un manque de dynamisme en matière de lutte pour la paix et de politique étrangère. « Je pense, affirme Zumstein, que notre pays pourrait s'engager beaucoup plus massivement en faveur du maintien de la paix et de la prévention des conflits armés. »

M. Wr

liée à une extension de l'autonomie sur une base nationale en matière de politique sociale et, au-delà, à une auto-détermination croissante des régions et des communes. Nous reconnaissons la nécessité de lier des éléments locaux et globaux" (d'après une interview parue en octobre 1984 dans la Wochen-Zeitung).

Erhard EPPLER, se référant au livre de Johnatan SHELL "the fate of the earth", écrit: "Pour J. Shell, et il insiste sur ce point, partout où l'usage de la force n'est plus conciliable avec les fins politiques, le temps de l'état-nation souverain est révolu. (...) En Europe, le rapport entre les états-nations et la paix est ambigu. Egon BAHR a raison d'affirmer fermement qu'à l'âge nucléaire, "le point de référence suprême de la pensée et de l'action politique" est la paix et non la nation. (...) A long terme cependant, c'est J. Shell qui a raison: le principe de la souveraineté de l'état-nation n'a plus place dans un monde qui ne peut plus se permettre le recours à la violence." (Eppler, Die toedliche Utopie der Sicherheit, Rowohlt, 1983, pp. 192-193).

Et Carl Friedrich von WEIZSAECKER termina ainsi une conférence ("Possibilités et difficulté d'une voie vers un ordre international pacifique et raisonnable" Haenser, 1982):

"Si, il y a cinq cents ans, quelqu'un vivant dans une ville de cette époque avait affirmé qu'un jour la cité n'aurait plus besoin de murs d'enceinte, toutes les personnes intelligentes lui auraient rétorqué: "Certes! Après le jugement dernier, espèce de rêveur!" De nos jours, plus aucune ville européenne n'est pourvue de murs d'enceinte, à cause de deux inventions faites entre-temps: celle, technique, de l'artillerie, qui a rendu la présence de murs inutile, et celle, politique, du territoire national protégé par le droit et la police, qui a rendu les murs superflus. Pourquoi n'y aurait-il pas un jour un ordre politique mondial pacifique qui prendrait le relais de l'actuel système de puissances militaires, qui se craignent l'une l'autre?"

Sans doute, ni le déclenchement ni l'empêchement d'une prochaine guerre mondiale ne dépendent de la volonté de la Suisse.

Pourtant, chaque individu, chaque groupe, chaque nation, peut apporter sa part à la recherche d'un but d'importance. La chance de la Suisse est de fournir aujourd'hui une contribution quantitativement modeste, mais qualitativement novatrice et qui pourrait être déterminante bien au-delà de nos propres possibilités. Chacun de nous peut contribuer à ce que la Suisse sache reconnaître et saisir sa chance, et faciliter par-là un petit peu la tâche à d'autres.

A. G. (trad.)

Mon colonel

Tout gamin, j'étais bourré de complexes;
Sur ma taille et mon poids, sur mon cerveau,
Sur mes lèvres, sur mon teint, sur ma peau,
Sur mon nez, sur mes dents et sur mon sexe ...

Tout gamin, j'avais peur seul dans la nuit;
Un bruit: mon coeur battait à la chamade,
Une ombre: j'en étais déjà malade,
Et je me cachais au fond de mon lit.

Jusqu'à quinze ans, je pleurais pour un rien,
Je gémissais en appelant ma mère;
Je craignais l'autorité de mon père,
J'avais peur des moustiques et des chiens.

A dix-huit ans, j'étais encor timide
Au point de ne pas oser demander
Mon chemin lorsque j'étais égaré
Parmi une bourgade au plan perfide.

Je ne sortais jamais le soir en ville
Car je redoutais la circulation,
Le bruit, les mauvaises fréquentations,
Les femmes et les voyous indociles.

Mais maintenant, je suis enfin guéri:
Car depuis mon service militaire
Je sais tuer, voler, faire la guerre;
Parmi les gradés, j'ai de bons amis.

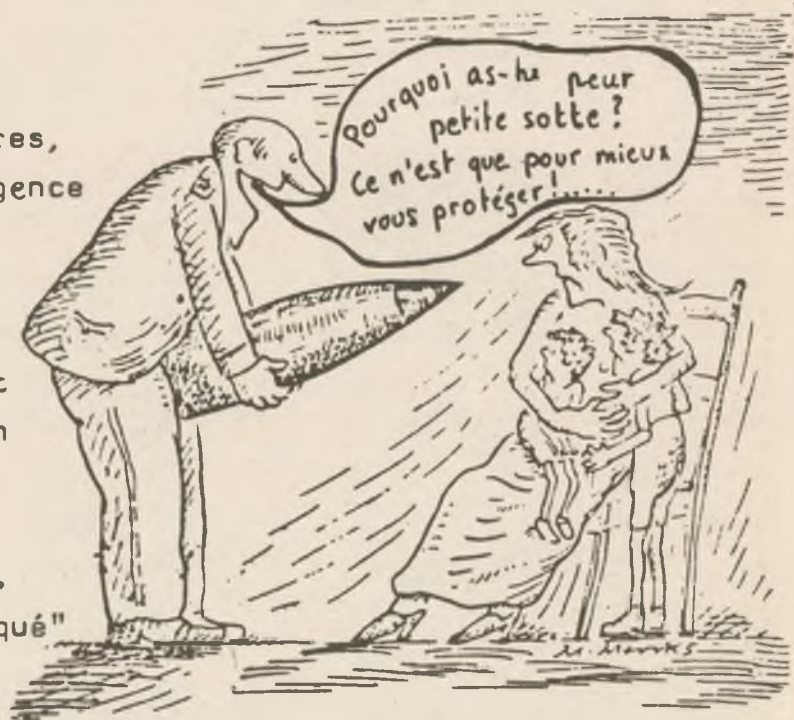
Mes galons me font paraître musclé,
Et depuis que je porte l'uniforme
Je parais viril, être enfin un homme,
Pourtant je n'arrive pas à bander.

La femme et l'armée.

La femme se trouve concernée de bien des manières par l'existence de l'armée:

- des impôts qu'elle paie à la Confédération, 20% servent au maintien et à l'équipement de l'armée, au lieu que cet argent soit utilisé pour la sauvegarde et l'amélioration des conditions de vie, par exemple pour garantir des places de travail, conserver un environnement où on puisse vivre, lutter contre le dépérissement des forêts, protéger les eaux, rechercher de nouvelles sources d'énergie; ou encore, pour citer des domaines plus spécifiquement féminins, assurer une vraie protection de la maternité, donner des congés parentaux, fournir des centres pour femmes, des crèches, des "consultants sociaux", etc.

- sa vie civile est pénétrée par les formes et les normes militaires, des hiérarchies strictes à l'exigence unique de rendement, en passant par la mentalité maître/esclave et le règlement non-pacifique des conflits. Les femmes souffrent elles aussi de cette défiguration militaire de l'être humain, de qui on exige alors Principes, Rendement, Endurance et Ténacité. Par ailleurs, le mâle ainsi "éduqué" a facilement tendance au mépris envers la femme.



- chaque femme enfin est menacée d'incorporation dans la Défense générale. Des plans pour intégrer les femmes à la défense militaire existent depuis le début du siècle (et nulle part ailleurs en Europe on n'est aussi "avancé" sur ce point qu'en Suisse).

En plus de divers "média" et manifestations faits et prévus pour donner de la publicité à cette idée, le DMF a chargé en 1976 Andrée Weizel, ex-chef du SCF, d'une étude sur "la position de la femme dans tous les domaines de la défense générale". A Weizel justifie notamment son engagement par l'argument suivant: "On parle beaucoup des droits de l'homme, et c'est bien ainsi. Seulement, il ne faut pas oublier qu'en contrepartie des droits, il y a aussi des devoirs, entre autre celui de solidarité envers le prochain." (SRK-numérospecial, n 1, 1980)

La solidarité envers le prochain consisterait-elle nécessairement de nos jours, dans l'intégration de la femme à l'armée ??? Plutôt que de faire valoir leur droit à apprendre les stratégies de la survie, les femmes ne devraient-elles pas exiger leur participation à la politique de sécurité sur tous les plans, afin d'empêcher un développement de la situation tel qu'il nous amène un jour à faire usage de nos abris souterrains ? Ne rempliraient-elles pas bien mieux ainsi leurs devoirs et avant tout celui de solidarité ?

Partout on entend dire les tenant(e)s de l'intégration militaire des femmes qu'il s'agit là d'une question d'égalité des droits entre hommes et femmes. Cependant, le service féminin n'a JAMAIS été entendu comme une contribution à cette égalité, mais a au contraire été depuis toujours dicté par des besoins militaires ("les femmes en tant que brigade de nettoyage du Patriarchat", pour reprendre un mot d'Irmtraut Morgner). On ne va pas créer un monde plus "féminin" en intégrant les femmes à des structures préexistantes et fixées. De plus, participer à un système reposant sur des structures autoritaires, et contribuant de ce fait à une organisation sociale hiérarchisée, ne va certainement pas favoriser l'égalité entre hommes et femmes.

(trad. libre d'après M.K.)

CONSEQUENCES NEGATIVES POUR LE PAYS MEME

L'armée détruit en temps de paix ce qu'elle prétend défendre
en temps de guerre

Ordre et tranquillité

Selon la Constitution fédérale, l'armée suisse aurait pour tâche, parmi d'autres, de maintenir l'ordre et la tranquillité à l'intérieur du pays (C.F. Art.2). Ce qui veut dire qu'elle est un instrument de pouvoir des classes dominantes contre une opposition interne (par ex: ouvriers/paysans/Jurassiens/jeunes). Depuis que l'état fédéral existe, elle a avant tout été utilisée contre son propre peuple...elle n'a guère dû se battre contre les ennemis extérieurs depuis 1848.

Les interventions de l'armée suisse contre sa propre population ont causé la mort de 30 personnes depuis 1856 (dont 1 policier, 1 soldat, 28 civils).



GENEVE 9 NOVEMBRE 1932

Dans environ 30 cas, l'armée suisse fut levée contre le mouvement ouvrier.

Dans environ 40-50 cas l'armée suisse intervint à l'encontre de manifestations et de "désordres".

Depuis trente ans il n'y a plus eu d'intervention contre le monde ouvrier. Par contre on assiste à une multiplication de mobilisation des troupes pour d'autres motifs politiques (Jura, mouvement antinucléaire).

Rothenturm

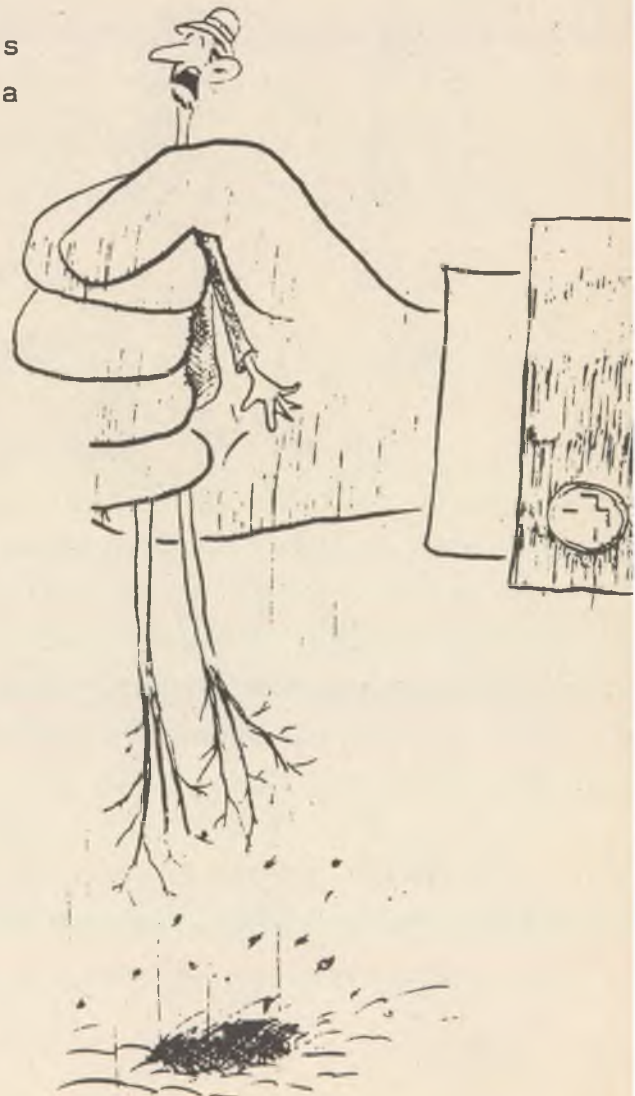
Les intérêts de l'armée et les exigences d'espace qui lui sont liées (casernes, spectacle militaire, terrain d'exercices) entrent de plus en plus en conflit avec les intérêts civils.

A Rothenturm la population concernée fut abusée par des promesses non respectées, ainsi que par des tentatives de pression directes ou indirectes. (Beobachter)

Des familles entières ont été déplacées sans dédommagement. Un petit village de 1300 h. est gratifié de bruit et de 500 militaires.

Le village d'Oberägeri, ainsi que des promeneurs et des coureurs de fond risquent de recevoir des obus ou des balles perdues. Le cas de Rothenturm est exemplaire de la manière dont le D.M.F. foule au pied la démocratie, lorsqu'il s'agit de ses propres intérêts. Il se caractérise par son attitude arrogante et provocatrice à l'égard de la population touchée.

Voici ce qu'écrit Christian Besmer une des personnes concernées et un des opposants à la place d'arme: "En tant que citoyen concerné, j'ai appris ce qui se cache réellement derrière la façade de la "Défense du pays": Le territoire qui devrait prétendument être défendu est exproprié, détruit, couvert de constructions.



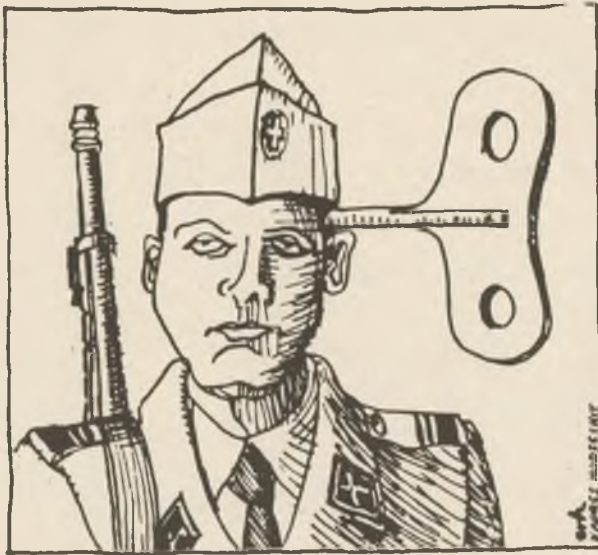
Les matières premières et l'énergie sont transformées en matériel de guerre. Et tout ceci, aux frais de la majorité pour le profit d'un petit nombre. Bonnes gens, défendez-vous contre ceux qui prétendent vous défendre! (TAM 3.3.1984)

Paul Virilio, le scientifique français, a exprimé d'une manière un peu différente la même opinion: "La guerre ne consiste plus dans son exécution mais dans sa préparation". Et son collègue Lotringer ajoute: "Autrefois c'était la guerre qui saignait sans retenue la population civile, aujourd'hui c'est le maintien de la paix qui lui suce son sang."

L'éducation chez les militaires

Le subordonné exécute un ordre même si il n'en comprend ni le sens ni l'utilité. (Règlement de service 80, chif.211).

A un âge où le jeune homme est encore fortement malléable, on exige de lui une obéissance aveugle. Chez les militaires, on



n'apprend pas à penser de manière autonome. Le soldat n'apprend pas à se sentir responsable de lui-même et de ses camarades. Ce n'est pas son sens commun que l'on sollicite. Il perd tout respect de soi et se résigne.

C'est sur ce terreau que se développe sa croyance en l'autorité - qu'il a déjà intériorisée au travers de

ses précédents éducateurs (parents, enseignants, maître d'apprentissage) - et dont il atteint le stade ultime: lorsque le supérieur s'adresse au soldat au moyen de phrases rabougries, comme par exemple: "Gaaarde à vous! - Fixe! - Repos! etc.., le premier s'attend à une soumission servile, quasi instinctive. Ce n'est pas l'autorité naturelle ou professionnelle mais bien l'autorité abstraite d'un quelconque supérieur que le jeune homme apprend à respecter, au service militaire. Et lorsqu'il a fait preuve d'assez d'adaptation et d'application (non pas de maturité) on lui fait miroiter une ascension tant dans la

hiérarchie civile que militaire, afin que de son côté il puisse façonner et commander ses subordonnés

Au service militaire, on fait de l'adolescent un homme. Concrètement cela signifie que le soldat doit devenir apte à la guerre. Il est censé apprendre le savoir faire guerrier.

Est "Homme" celui qui est apte à faire la guerre et à tuer. Pour atteindre ce but, il faut faire disparaître ses inhibitions à tuer, par une éducation militaire. L'agressivité et la dureté sont assidument entraînées. Au moyen de parcours du combattant et de marches violentes, le soldat se donne beaucoup de mal et se torture lui-même! Pourquoi? Pour être apte à la guerre.

La faiblesse, la douceur et la passivité passent pour des attributs féminins et sont réprimés. On exerce la virilité en lieu et place de l'humanité.

L'"éducation" que suivent 40'000 jeunes hommes (recrues) chaque année, va se répercuter dans la vie civile.

Les agressions accumulées sont canalisées et dirigées (dans la vie militaire comme dans la vie civile) contre les femmes (tirs sur des images de femmes, plaisanteries douteuses, violence, oppression) et à l'encontre des faibles en général, quand elles ne sont pas dirigées contre soi-même (alcoolisme, tentative de suicide).

De plus, on inculque au soldat que ses voisins, les Russes etc.. sont des ennemis. De cette manière, on détourne l'agressivité dirigée contre les supérieurs sur un Ennemi imaginaire.

Les soldats doivent rester unis et constituer une unité. A ce propos, Max Frisch, dans son livre "Livret de service", déclare: "Les militaires exigent de nous que nous nous comportions comme des camarades, mais n'attribuent aucune importance au fait que nous le soyons réellement."

Vous vous demanderez peut-être: "pouvons-nous nous passer d'éducation militaire ou de "Militaire" tout court?

Nous répondons par l'affirmative, car le Militaire n'a pas seulement pour fonction de détruire un envahisseur hostile (vous le voyez? Vous?), mais détruit par son éducation à l'uniformité ses propres individus et partant, soi-même.

Avec notre armée, nous rejoignons la position du hérisson, nous nous cuirassons. Par là, nous faisons preuve d'une évidente méfiance à l'égard de nos voisins. Nous empêchons un travail digne de foi et actif pour la paix.

Ce n'est plus avec des mesures militaires que la Suisse et les autres pays auront prise sur des problèmes tels que la pénurie menaçante de vivres et de matières premières, tels que la destruction de l'environnement et tels que les tensions politiques. Dans ce but, il vaut bien mieux créer des contacts internationaux et travailler en commun, tant au niveau politique qu'économique. C'est alors que la Suisse, petit pays neutre, aura une chance de fournir un travail actif de par les énergies qui auront été libérées et partant, de gagner sur le plan international une position nécessaire et reconnue.

M.H.

(Traduit de l'allemand par le GSSA-Lausanne)



EN RESUME

Les armées remplissent avant tout trois fonctions:

- elles créent des illusions en ce qui concerne: la sécurité, l'image d'autrui, l'appréciation des dangers, le caractère inéluctable des conflits et la possibilité de leur résolution de manière non-violente.
- elles représentent un gaspillage monstrueux: au niveau de la force de travail, de l'énergie, de l'argent et des matières premières qui nous manquent pour lutter contre la faim et pour l'amenuisement de la détresse.
- en dernier lieu, elles façonnent et renforcent des valeurs et des visions de l'esprit qui sont hostiles à la vie, voire à la survie: soumission et obéissance en lieu et place d'émancipation et d'indépendance d'esprit par exemple; elles défendent précisément les valeurs dont nous aurons le moins besoin, si nous voulons maîtriser démocratiquement les problèmes qui se poseront à l'avenir.

Bien que ce soit aujourd'hui justement que se précise l'impasse mortelle où ces illusions, ce gaspillage et cette socialisation malsaine menacent de nous conduire, on continue de ricaner avec compassion lorsque nous remettons en question la raison d'être de l'armée suisse. Cette attitude de compassion représente d'ailleurs la réaction la plus bienveillante et la plus supportable parmi toutes les formes de réactions négatives.

On se cramponne à ce qui est dépassé, plutôt que d'analyser de façon critique sa signification pour l'avenir. On se réfugie dans de vieux mythes et on en bâtit de nouveaux au lieu d'aborder franchement les problèmes soulevés. Pourquoi?

Parce que depuis la seconde guerre mondiale, l'armée suisse a été placée sous une cloche à fromage: "Interdiction de toucher" et protégée hermétiquement de toute remise en question critique.

Alors que l'armée aurait pu se "civiliser"- ce qui est certainement une contradiction insurmontable - elle a carrément fait le contraire en militarisant la vie civile en Suisse. Là où l'armée parvient à maintenir aussi longtemps une telle prétention, et sans qu'il lui soit porté préjudice, toute critique de fond apparaît comme exotique et impossible à tout un chacun.

Cependant nous n'avons pas le droit de mettre les vérités inconfortables de côté, jusqu'à ce qu'elles soient reconnues par une majorité de la population.

Car c'est justement en Suisse qu'il existe aujourd'hui des possibilités de s'engager dans d'autres voies pour assurer la sécurité de la survie du genre humain. Nous pourrions emprunter des chemins nous menant hors de l'impasse, chemins qui, ailleurs dans d'autres états plus importants, restent présentement inaccessibles pour de multiples raisons.

Toutes les prévisions et tous les plans de guerre de l'OTAN par exemple, témoignent qu'une prochaine guerre en Europe serait nucléaire et que la Suisse n'y échapperait pas plus que les autres nations. De même, ni les Suisses ni personne ne saurait y survivre. Ce conflit ne peut être empêché par des moyens militaires, au contraire!: les illusions et les fausses idées dominantes qui sont liées à l'armée et renforcées par elle nous empêchent de distinguer et d'emprunter les chemins susceptibles de nous sortir de l'impasse. C'est pourquoi l'abolition de l'armée suisse et de tous les concepts de défense militaire est non seulement juste, mais représente également le préalable indispensable pour nous permettre l'accès aux chemins qui se dessineront dans le futur.

Il est évident que ceci n'est pas possible seulement avec une initiative populaire. Celle-ci cependant provoquerait un débat qui doit précéder tout changement démocratique lorsqu'il est aussi fondamental.

C'est justement là où on essaye d'étouffer toute réflexion et là où le débat en est à ses tous débuts, qu'une initiative peut se révéler fructueuse et permettre d'accélérer la discussion.



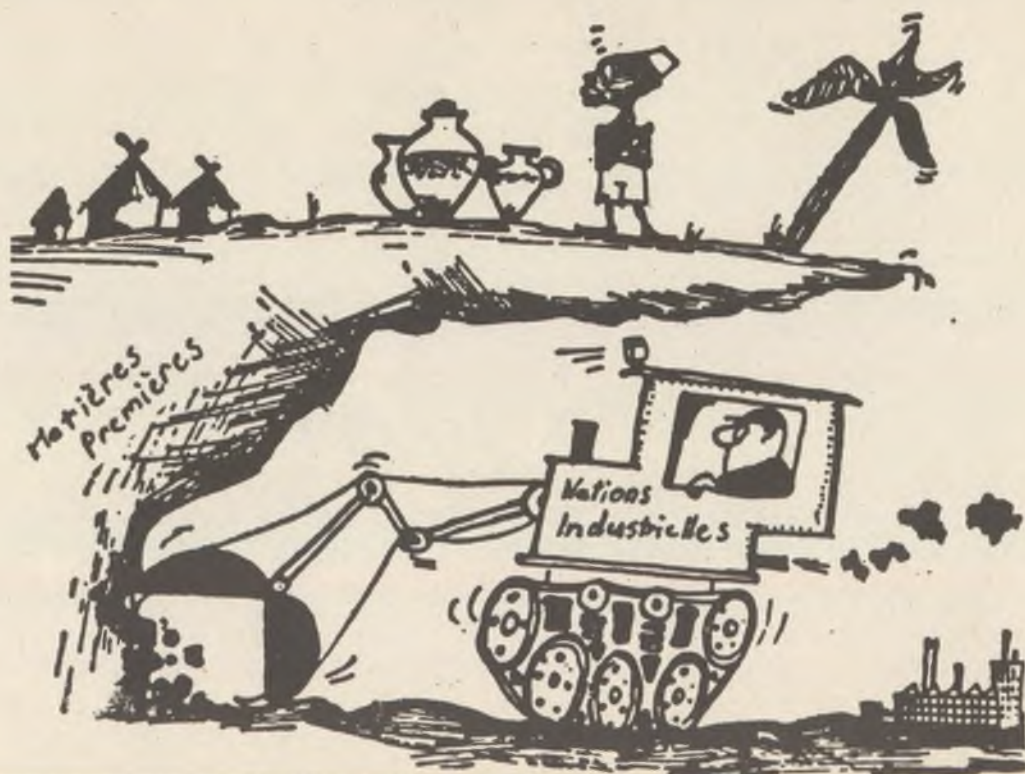
TROIS BONNES RAISONS POUR ABOLIR L'ARMEE

Des milliards pour des chars, mais pas un sou pour le Tiers-Monde
Chaque minute, 100 personnes meurent de faim dans le Tiers-Monde. Dans le même temps, trois millions de francs sont dépensés dans le monde pour l'armement. Avec les 4 milliards de francs prévus pour l'achat des chars Léopards II, ce sont des milliers de vies humaines qui pourraient être sauvées.

Mais qu'importe: depuis plusieurs années le budget du Département Militaire Fédéral est en constante augmentation; par contre l'aide suisse au développement reste une des plus faibles parmi les pays riches.

Mais il est vrai que cette évolution n'est pas défavorable pour tout le monde: les marchands d'armes, Mr. Buerhle par exemple, en tirent des revenus quasi inépuisables. D'ailleurs c'est déjà grâce au massacre de la deuxième guerre mondiale que Buerhle a construit sa colossale fortune. Comme quoi le malheur de l'immense majorité peut faire le bonheur de quelques-uns.

Ainsi donc, alors que l'humanité doit faire face aux problèmes gigantesques du sous-développement, de la misère et de la famine qui frappent les 2/3 de la population du globe, les gouvernements et les militaires des pays les plus riches choisissent de gaspiller d'immenses ressources pour préparer la guerre. Comment en être surpris, quand on voit que l'un de leurs plus illustres représentants déclare: "Il y a des choses plus importantes que la paix".



Une machine à embrigader

- Est-ce que vous savez taper à la machine?

- Oui monsieur...

- Très bien mon gaillard,

Vous serez grenadier de char,

il faut bien qu'on utilise nos Léopards!

L'armée, ça marche comme ça, quand on y entre, il ne faut pas chercher à se servir de sa tête, d'autres le font pour vous. Ou plus exactement, il est formellement interdit de se servir de sa tête.

Ce qu'on exige des soldats, c'est qu'ils obéissent au doigt et à l'oeil à leurs officiers. On les soumet au drill, on leur fait faire des exercices harassants et abêtissants pour détruire en eux toute volonté de résistance.

Et bien sûr, tous les droits démocratiques élémentaires sont totalement niés: oser se réunir pour discuter de ses problèmes, publier un journal est un crime grave qui peut vous conduire tout droit au clou... Même signer une pétition est interdit! Un régime dictatorial à faire rêver n'importe quel petit Pinochet en puissance.

Et quand le stress est poussé trop loin, lorsque l'abrutissement est complet, alors arrivent les accidents: comme celui de Bière qui a conduit à l'amputation des deux mains de trois soldats, il y a quelques semaines.

L'ennemi principal, c'est nous!

Si les officiers poussent si loin l'embrigadement, c'est qu'ils savent très bien que le rôle principal de l'armée ne réside pas dans une défense hypothétique des frontières face à une armée encore plus hypothétique venant à coup sûr de l'Est, mais que c'est bien son rôle de maintien de "l'ordre interieur" qui est primordial.

En 1976, alors que le chantier de Kaiseraugst était occupé par les mouvements anti-nucléaires, le gouvernement avait reconnu qu'une intervention de l'armée n'était pas à exclure. Et tous les scénarios de grandes manoeuvres prévoient des interventions contre des manifestants ou des grèves...

C'est parce que l'armée représente un formidable gaspillage face aux besoins réels des gens, parce qu'elle est faite uniquement pour nous embrigader et nous réprimer que nous voulons abolir l'armée.

C'est dans ce sens que l'initiative pour la suppression de l'armée nous semble représenter un excellent instrument pour poser la question du rôle réel de l'armée suisse.

C'est dans ce sens également que cette initiative nous semble pouvoir être un stimulant important pour toutes les luttes quotidiennes et concrètes contre l'armée: lutte pour le droit à l'objection de conscience, lutte pour les droits démocratiques des soldats, etc...

Nous ferons donc tout pour que ce gigantesque pied de nez aux officiers de tout poil aboutisse.

Tristan et Jean-François; membres des
Jeunesses socialistes révolutionnaires



LE GSOA EN SUISSE ROMANDE ou
comment l'on rattrappe le train en marche

Jusqu'au début du mois d'octobre, le GSoA en Suisse Romande n'avait d'existence qu'à Bienne et à Lausanne. Nous voyons plusieurs raisons à cette situation :

- La lutte pour l'instauration d'un "véritable" service civil a mobilisé tous les militants pacifistes et l'échec des votations fédérales a été ressenti très durement de ce côté-ci de la Sarine.

- Il y a toujours en Suisse Romande une certaine méfiance de ce qui vient d'ailleurs et l'on craint (parfois avec raison) l' "impérialisme" suisse allemand.

- Le caractère monopolistique des médias romands et le silence des grands quotidiens n'a pas donné la publicité nécessaire à la popularisation de l'idée. D'autre part, le manque de force investie a fait qu'il n'y eut que très peu de "littérature" établie en français.

- Les intérêts divergents des groupes qui s'investissent dans la lutte pour la paix n'ont pas favorisé la réunion autour de l'idée d'une Suisse sans armée.

Heureusement, tout cela est en train de changer et l'on peut affirmer que l'impulsion est maintenant donnée pour que le GSoA se lance activement dans le débat.

Le 22 octobre dernier, une assemblée réunie à Lausanne a vu venir des gens de Bienne, Lausanna, Genève, Yverdon et prendre en commun des décisions importantes quant au lancement de l'initiative en insistant sur la "sensibilité romande". Les personnes présentes se sont proposés :

- De prendre immédiatement et personnellement contact avec des personnes intéressées, en Suisse Romande, d'organiser avec elles des séances d'information et de leur fournir toute l'aide possible à la création d'un GSsA local ou régional.

- D'éditer pour cette année encore une brochure dite

"de base" qui traitera des problèmes fondamentaux que soulève l'initiative du GSoA.

- D'intensifier la présence du GSoA dans la rue, en distribuant des informations sur les marchés, à la sortie des écoles, dans les manifestations, etc...

- De créer un secrétariat romand **et le plus vite possible** une permanence téléphonique.

- De faire appel à des groupes et organisations amis afin de faire parvenir à leurs membres une information précise sur le GSoA et ses buts.

- De s'adresser à diverses "personnalités" afin de mettre au point avec elles un appel en soutien à l'initiative.

- De créer et d'éditer une ou plusieurs affiches à apposer partout en Suisse Romande.

- De se rencontrer en assemblée romande régulièrement à raison d'une fois par mois de façon à harmoniser nos actions.

- D'organiser des fêtes de soutien, des débats, conférences et meetings. Nous préparons également des émissions avec les diverses radios locales prêtes à nous accorder un temps d'antenne.

De cette soirée, il est nettement ressorti que la volonté de tous était de coordonner nos efforts entre nous ainsi qu'avec le comité national.

D'ici le lancement de l'initiative, il nous reste peu de temps pour concrétiser ces actions. Plus elles se feront rapidement, plus l'initiative aura d'impact.

C'est pourquoi nous faisons appel à toutes les personnes actives qui sont prêtes à collaborer concrètement ou qui sont disposées à nous soutenir financièrement, moralement, et de toutes autres manières...

Nous avons besoin de vos idées, de vos encouragements, ainsi que de vos remarques et critiques.

Nous sommes à votre disposition et prêts à nous rendre dans votre ville ou village, afin de vous aider à créer un nouveau groupe régional du GSSA.

En outre, nous tenons à votre disposition la documentation suivante:

- | | |
|--|----------|
| - Tracts: * Suisse sans armée | GRATUIT! |
| * L'armée rend sourd | |
| - Catalogue d'arguments pour une Suisse sans armée | 5.- |
| - Brochure: "Quelques réflexions pour une Suisse sans armée" (50 p.) | 10.- |
| - Autocollants (14 cm) | 2.- |
| - Badges | 2.- |

NOS ADRESSES:

GROUPE POUR UNE SUISSE SANS ARMEE
CASE POSTALE 769
2501 BIENNE
CCP 25-13294-2

GRUPPE FUER EINE SCHWEIZ OHNE ARMEE
POSTFACH 261
8026 ZUERICH

Pourquoi?

